

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE > JEAN-DOMINIC LÉVESQUE-RENÉ

PAGE A14



Mike Komisarek
Premier choix du Canadien



Ilya Kovalchuk
Premier joueur repêché (Atlanta)



Alexei Yashin
Échangé aux Islanders



Jason Spezza
Premier choix des Sénateurs



Pascal Leclaire
Premier choix du Columbus

La Presse

cy b s s e . c a

Cahier Sports
pages S2 à S4

MONTRÉAL | DIMANCHE 24 JUIN 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 241 > 52 PAGES > 4 CAHIERS | 60 C TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70C

Le défilé et les feux annulés

Les organisateurs ignorent si l'événement sera reporté

LAURA-JULIE PERREAULT

La rue Notre-Dame, qui attendait bien patiemment le défilé de nuit de la Fête nationale du Québec, est restée vide hier soir. Les chars allégoriques, allergiques à la pluie, ne sont jamais venus.

À 19 h 30, après avoir consulté plusieurs spécialistes de la météo, les organisateurs du troisième défilé nocturne de la Saint-Jean-Baptiste ont décidé d'annuler l'événement. Le traditionnel feu d'artifice qui devait avoir lieu juste après au-dessus du pont Jacques-Cartier, est lui aussi tombé à l'eau.

« Tout était prêt ! Mais quand nous avons appris que la pluie allait persister toute la soirée, nous avons dû prendre cette décision. Le défilé mettait en vedette beaucoup de musiciens qui ne pouvaient pas jouer dans ces conditions-là. Tous les chars allégoriques sont alimentés en électricité par des groupes électrogènes et il y avait des dangers d'électrocution », a expliqué à *La Presse* le producteur du spectacle ambulant, André L'Heureux.

Au moment de l'annulation, près de 1700 personnes étaient déjà au point de départ du défilé, à l'angle des rues Wellington et Notre-Dame, prêtes à prendre part à la fête montréalaise.

L'équipe technique de 150 personnes peaufinait les détails logistiques depuis le matin. Les 1000 participants au défilé qui devaient être répartis entre les 11 tableaux, étaient arrivés vers 16 h. Les 600 bénévoles étaient convoqués eux aussi en début de soirée. Tout ce beau monde a été nourri puis renvoyé chez eux, tout comme les quelques spectateurs qui n'ont pas entendu les avertissements dans les médias.

Même chose du côté de la police qui avait prévu des effectifs plus grands pour la soirée d'hier. Le centre de contrôle et traitement de l'information, qui devait rouler à plein régime, est resté très tranquille.

Le porte-parole de la Société Saint-Jean-Baptiste, Robin Philpot, notait hier soir que les trois organisations responsables de la coordination des fêtes se réuniront aujourd'hui ou tôt demain matin pour décider ce qu'il adviendra du défilé 2001. Ils annonceront leur décision demain matin, à 11 h.

Deux scénarios sont possibles: reporter le défilé à une date ultérieure ou l'annuler, a dit M. Philpot. Qu'importe le scénario, la production de l'événement spécial aura coûté 600 000 \$ et aura nécessité plus de six mois de travail.

Voir DÉFILÉ en A2

ELLES SONT SUCRÉES... ET JUTEUSES!



Valérie Bois, 16 mois, de Longueuil, a croqué hier pour la première fois de sa vie dans une bonne grosse fraise bien juteuse.

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

C'est le temps d'aller aux fraises

RAYMOND GERVAIS

ELLES SONT ROUGES, sucrées et bien juteuses. Les fraises sont arrivées et l'autocueillette est commencée.

Cette année, la saison est en avance de quatre à cinq jours. La vague de chaleur que nous avons connue il y a une semaine a grandement contribué à devancer la saison.

Déjà depuis mercredi, les cueilleurs s'en donnent à cœur joie entre les rangs de fraises des différents producteurs de petits fruits de la Montérégie, de Laval et de Lanaudière.

Patrick Van Velzen, de la Ferme Van Velzen et Fils à Boucherville, a ouvert ses champs au public en fin de semaine. Malgré le temps pluvieux d'hier, des centaines d'amateurs de fraises se sont

présentés aux champs pour cueillir ces délicieux petits fruits annonciateurs de la belle saison.

Au moins 60 % de la production des Van Velzen est consacrée à l'autocueillette.

Producteurs de maïs de père en fils depuis 1968, c'est en 1980 que les Van Velzen se sont lancés dans la production de fraises. Face à la demande populaire, c'est en 1987 qu'ils ont orienté leur production vers l'autocueillette.

Pascale Lachance et ses trois enfants, Mélanie, 6 ans, Geneviève, 7 ans, et Damien, 8 ans, sont venus hier cueillir des fraises.

Voir FRAISES en A2



RICHARD HÉTU
collaboration spéciale
LA PRESSE À NEW YORK

Québec Time

Le lieu: The Globe, un des chics restaurants de Park Avenue South, à Manhattan. L'occasion: un cocktail pour signaler l'approche de Québec New York 2001, un événement ambitieux. La vedette: Robert Lepage.

L'artiste s'apprête à présenter à la centaine d'invités un extrait-vidéo de *Zulu Time*, son cabaret technologique, dont il livrera une nouvelle version, en collaboration avec le musicien britannique Peter Gabriel, au Roseland Ballroom, du 21 septembre au 9 octobre. *Zulu Time* est censé être le moment fort de ces trois semaines où le Québec d'aujourd'hui — artistique, culturel, entrepreneurial, scientifique, technologique, touristique et gastronomique — envahira New York.

Mais avant de passer à l'extrait, Lepage parle de *Moby Dick*, le chef d'oeuvre de la littérature américaine. Dans ce livre publié en 1851, Herman Melville se sert du Québec « comme métaphore de l'isolement, de l'étrangement religieux », rappelle-t-il.

Et Lepage de décrire la fameuse scène du chapitre VIII, où le père Mapple, aumônier d'une chapelle du Massachusetts, tire l'échelle qui lui a permis de monter en chaire, « marche à marche, jusqu'à ce que tout soit rentré à l'intérieur, le laissant, lui, inattaquable dans son petit Québec ».

« Bien sûr, ajoute Lepage, Melville serait surpris de découvrir aujourd'hui, en déambulant dans les rues de Montréal, que le Québec est devenu une société à l'esprit très large, qu'il s'est libéré de cet étranglement, qu'il s'est ouvert sur le monde. »

Et les invités d'apprécier cette fine entrée en matière.

C'était le début d'une campagne de charme sans précédent, mercredi, dans la mégapole américaine. Quand tout sera fini, en octobre, le Québec aura peut-être remporté un succès inespéré. New York n'est-elle pas la ville de toutes les surprises?

En 1999, le gouvernement du Québec avait dressé un bilan très positif de sa « saison » en France. Cette année, il revient à la charge en investissant environ 15 millions dans Québec NY 2001, dont les principales activités se dérouleront du 13 septembre au 7 octobre.

Voir QUÉBEC en A2

À ne pas manquer: notre supergrille de juin

page B11

Demain, La Presse ne paraît pas

À mardi!

Le culte d'Amélie Poulain

Ce qu'il y a de bien à Paris, c'est qu'il y a presque toujours une guerre de religion (intellectuelle) pour assurer le spectacle. Même quand il ne se passe rien, il se trouve toujours quelque sommité intellectuelle pour inventer une polémique d'ordre théologique.

La nouvelle guerre qui fait rage ces jours-ci à Paris a pour nom *Le fabuleux destin d'Amélie Poulain*. Il s'agit d'un film (français) sorti il y a huit semaines et qui a d'abord connu un fabuleux destin commercial: ce film d'auteur sans vedette, et qui n'est pas une grosse machine commerciale, en est déjà à 5,5 millions de spectateurs en France.

Contrairement au *Pacte des Loups*, mégaproduction à 40 millions de dollars, ou à la *Vérité si je mens no 2*, un « remake » de la comédie à succès du même nom sur le milieu juif



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale
LA PRESSE À PARIS

pied-noir de Paris, *Amélie Poulain* (14 millions) n'a pas été programmé pour un triomphe commercial: à deux millions d'entrée, les producteurs auraient déjà été aux anges. Or il a déjà battu *Le pacte des Loups* et talonnera probablement la *Vérité*, qui a atteint 7,8 millions de spectateurs.

La ruée spectaculaire de la France entière, aussi bien à Paris qu'en province, constitue l'événement de la saison et une colossale

surprise. Qui se compare au succès imprévu, en 1985, de *Trois hommes et un couffin*, de Coline Serreau. Mais 1985, c'était comme un autre siècle, juste avant que la télé commerciale ne vide brutalement les salles de cinéma de 40 % de ses fidèles, portant un coup meurtrier aux films français.

Est-ce le fait que ce triomphe inattendu soit le fait d'un film personnel et non pas d'un banal produit de marketing? En tout cas voilà une petite souris ahurie du nom d'Amélie Poulain accusée de « lepénisme » par quelques pontes de la vie culturelle parisienne — c'est-à-dire rien de moins que de véhiculer l'idéologie du Front national et de l'extrême droite.

Voir CULTE en A2

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	B6-B9	Loteries	A2, A6
- télévision	B2, B7	Monde	A9-A11
À tire-d'aile	B12	Mots croisés	
À votre tour	A13		B10, B11, C5
Bandes dessinées	C5	Mot mystère	C5
Bridge	C9	Petites annonces	C6
Décès	C9	- immobilier	C6, C7
Éditorial	A12	- marchandises	C7
Êtes-vous		- emplois	C7
observateur?	C6	- automobile	C7, C8
Génies en herbe	B10	- affaires	C8
Horoscope	C8	Politique	A6
La presse d'ailleurs	A11	Têtes d'affiche	B10
L'été	cahier B	Sciences	C10

MÉTÉO

Percées de soleil
Maximum 24 > minimum 15



6 21924 98765 1

1
3
4
6

MARDI DANS LA PRESSE

Ford rajoint sa T-Bird

Pour répondre à une génération de baby-boomers visiblement en manque de passé, la compagnie Ford a entrepris, à l'instar d'autres constructeurs, de faire un lifting à sa célèbre Thunderbird. Tout comme la New Beetle et la future Mini, la T-Bird ne peut se prétendre tout à fait fonctionnelle. Mais a-t-elle besoin de l'être? demande notre collaborateur Eric LeFrançois.



À lire mardi dans le cahier AUTO.

POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6972

Quoi faire aujourd'hui
quoifa@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECOURS (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Détailleurs : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911
abonnement@lapresse.ca
Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

LOTÉRIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : **8-6-1** > À quatre chiffres : **3-7-4-2** **LOTO 6/49** > **3-15-24-36-42-47** Compl. : **49** > Extra : **5-6-6-5-5-1**

SUITES DE LA UNE

DÉFILÉ

Suite de la page A1

Le producteur L'Heureux, déjà embêté en pensant aux semaines d'effervescence culturelle qui s'en viennent au centre-ville de Montréal, avait de la difficulté à imaginer quand et comment le défilé pourrait être repris.

Ce soir est hors de question

puisque le grand spectacle de la Saint-Jean égiera le parc Maisonneuve à partir de 21 h, grâce aux prestations de Marie-Jo Thériou, Daniel Lavoie, Richard Séguin, Bruno Pelletier et le groupe rapoétique, Loco Locass. Environnement-Canada annonce une soirée nuageuse, mais sans pluie.

Demain soir ? Impossible, dit le producteur, tout autant que le week-end de la Fête du Canada. Après, le Festival de jazz battra son plein.

C'est la deuxième fois qu'un défilé de la Saint-Jean-Baptiste est annulé à Montréal depuis que

l'événement est de retour annuelle-ment. En 1990, la grande procession souverainiste au lendemain de l'échec de l'accord du Lac Meech a eu lieu le 25 juin, parce qu'il pleuvait abondamment le 24. Mais aucun défilé de nuit n'a été annulé depuis 1999 », se rappelait hier M.

L'Heureux qui a produit les trois défilés.

Si les Montréalais ont vu leurs festivités noyées sous la pluie abondante, des milliers de gens ont pu assister au grand spectacle de la Saint-Jean sur les plaines d'Abraham à Québec même si le ciel était là aussi larmoyant.

FRAISES

Suite de la page A1

Pour M^{me} Lachance, la cueillette est avant tout une activité familiale annuelle. « Les enfants aiment manger des fraises sur place et se retrouvent dans les champs. Lorsque la saison des pommes arrive, la « fièvre » s'installe dans la famille. On raffole des fruits frais et c'est tellement plaisant de cueillir soi-même les fruits. Ils sont plus frais et plus savoureux », a précisé M^{me} Lachance.

Pour Patrick Van Velzen, l'autocueillette et la vente des fraises en kiosque est plus lucrative que la vente au détail. Le marché de l'autocueillette est plus stable.

« Comme les fraises sont de pe-

tits fruits fragiles qui ne se conservent pas longtemps, il n'est pas rare de travailler à la cueillette toute une journée, de vendre la moitié de la production le lendemain et que le reste prenne le chemin de la transformation. C'est alors beaucoup moins lucratif », a précisé M. Van Velzen.

La demande pour l'autocueillette suscite un tel engouement de la part des consommateurs, que la ferme Van Velzen consacre deux de ses trois champs de fraises à l'autocueillette. Les deux gros week-ends de la saison sont ceux de la Saint-Jean-Baptiste et de la fête du Canada. L'autocueillette compte

pour quelque 72 500 kg de fraises chaque année.

La Vesstar, la Kent et la Mira sont les principales variétés de fraises de la ferme Van Velzen. « Nous avons opté pour ces variétés à cause du goût et de leur popularité auprès des cueilleurs. En trois semaines, quelque 10 000 personnes viennent cueillir des fraises.

Cette année, le prix du trois litres de fraises se vend 7 \$ tandis que le quatre litres se vend 9 \$. À l'autocueillette, le contenant de quatre litres se vend 5 \$.

Activité familiale par excellence, l'autocueillette recrute chaque année de plus en plus d'adeptes. Plus

ieurs producteurs offrent des aires de pique-nique, des aires de jeux, des balades en tracteur ou à cheval.

Cette année, les producteurs manquent de main-d'oeuvre. Habituellement, les gens se bousculent aux portes, mais cette année, c'est différent. M. Van Velzen a expliqué hier que depuis mercredi son entreprise fonctionne avec moins de personnel que lors de la saison précédente.

Les étudiants qui se cherchent un emploi de cueilleur sont moins nombreux que par les années passées. Nous avons communiqué avec des jeunes qui ont travaillé chez nous par le passé et ils nous disent

qu'ils ne sont pas disponibles immédiatement. Pour le moment la situation n'est pas trop urgente, mais la semaine prochaine, on va avoir besoin de monde », a précisé M. Van Velzen.

La Fédération régionale de l'Union des producteurs agricoles recrute chaque année des cueilleurs, expérimentés ou non, pour la durée de la saison des fraises. Pour connaître le nom des producteurs à la recherche de travailleurs, on peut communiquer avec le Centre local d'emploi ou communiquer directement avec un producteur. On en retrouve la liste sur l'Internet à l'adresse www.fraisesetframboises-quebec.com.

QUÉBEC

Suite de la page A1

L'objectif est le même qu'en France: propager « le concept d'un Québec moderne, un Québec high-tech, un Québec bien branché ».

C'est Louise Beaudoin, ministre des Relations internationales, qui emploie ce langage. En entrevue, elle fait remarquer que la Grande-Bretagne suivra le Québec à New York, l'automne prochain, avec un événement du même genre intitulé UKNY.

« C'est Tony Blair lui-même qui dit qu'on ne peut jamais prendre notre image pour un fait acquis, dit la ministre. Il faut toujours l'actualiser. Pour les Anglais comme pour nous, les États-Unis constituent un marché extrêmement important. On est en bonne compagnie.»

Mais New York n'est pas Paris et encore moins la France. Et c'est peut-être aussi bien comme ça. À New York, personne ne rêve à sa « cabane au Canada », aux « grands espa-

ces » et autres clichés semblables. Par contre, tout le monde a soif de modernité, d'originalité, de créativité, des traits que le Québec aime associer à son nom.

« Connaissant le public de New York, connaissant les médias de New York, je soupçonne que ça va marcher très fort », dit Lepage, qui était le commissaire du Printemps du Québec en France. « L'Europe est ouverte au changement, mais il y a un certain académisme... Ici, c'est wild. J'ai toujours senti que les gens aimaient les choses audacieuses, les choses qui dérapent un peu. »

Tout au long de l'invasion québécoise, Daniel Langlois, fondateur d'Ex-Centris et de Softimage, se propose d'attirer l'attention des New-Yorkais sur Québec NY 2001 avec « un nouveau produit publicitaire » qui « va faire parler ». C'est Michel Létourneau, commissaire de l'événement, qui utilise ces expressions. Il refuse d'en dire plus sur le sujet.

La programmation a déjà été dévoilée à Montréal et à Québec. On y reviendra. Notons seulement que le Cirque du Soleil présentera le spectacle d'ouverture au World Financial Center, un complexe situé à l'extrémité sud de Manhattan.

C'est là que se dérouleront les trois quarts des activités de la saison du Québec à New York. Le site, baptisé « L'Espace Québec », comprendra une agora remarquable, le Winter Garden, où auront lieu les spectacles. Des expositions artistiques, commerciales et technologiques seront présentées au Courtyard Gallery, sur le North Bridge, une passerelle, et à l'hôtel Embassy Suites. Une esplanade extérieure accueillera d'autres manifestations, dont *La Harpe à nuages* de Nicolas Reeves, qui convertira les cumulus de New York en musique.

Selon le moment de la journée ou de la semaine, le World Financial Center, situé à

deux pas du World Trade Center, est fréquenté par les travailleurs et les résidents du quartier de la finance et des environs, les écoliers, les familles, les touristes. Plusieurs événements mettant en valeur la culture des villes et des régions du monde y ont déjà été présentés. Mais jamais rien d'aussi gros que Québec NY 2001 n'y a été organisé.

« Ça va être fantastique », s'enthousiasme Melissa Coley, responsable des événements culturels au centre. « Le design de L'Espace Québec est très attrayant et la programmation est spectaculaire. »

En cette Fête nationale, le plus grand optimisme est de rigueur. Mais peut-on mentionner Moby Dick sans rappeler le sort du capitaine Achab, ce symbole hallucinant de la futilité de nos ambitions, défaits par la grosse baleine? Melville était un très grand pessimiste.

CULTE

Suite de la page A1

Dans une tribune qui fait une pleine page de *Libération*, l'un des patrons des « Inrockuptibles », organe de la gauche intello sectaire, parle d'une « vision de Paris et du monde particulièrement nauséabonde », et suggère que le film ferait un excellent clip pour le parti de Jean-Marie Le Pen. Rien de moins. Ça n'a évidemment pas nui au succès du film — tout au plus poussé les politiques à se ruer à leur tour —, mais les passions se sont déchaînées.

La réalité, c'est que *Le Fabuleux Destin* est d'abord un film adorable, un petit conte de fées montmartrois tout à fait attendrissant, même si on peut a priori trouver le scénario incroyablement rose bonbon, et bien qu'on puisse reprocher ici et là au réalisateur Jean-Pierre Jeunet des effets tape-à-l'oeil et des facilités racoleuses de caméra. Jeunet, qui avait déjà réalisé le succès *Délicatesse*, en très gros de l'estime à l'époque, et qui entre-temps a eu la drôle d'idée de réaliser *Alien 4* à Hollywood, a surtout réussi le tour de force de faire un film personnel et réjouissant avec une tonne de bons sentiments.

Si on tente de la résumer, l'histoire paraît insupportablement gentille. Amélie Poulain, éternelle petite fille (unique) vint dans son monde de rêve, bien que serveuse dans un café de Montmartre. Un micro-événement (la découverte d'une vieille boîte de jouets abandonnée dans un coin de son appartement) déclenche chez elle la curieuse propension à faire... le bonheur des gens qu'elle croise. Elle retrouve le (vieux) propriétaire de la boîte de jouets. Trafique

avec virtuosité à l'intention de sa concierge (veuve) une lettre vieille de 30 ans de son fiancé de l'époque. S'intéresse au sort du vieux peintre de son immeuble, du petit vendeur de légumes beur du coin, de la vendeuse de tabac de son café, etc.

Bref la petite Amélie, qui n'ouvre jamais la bouche, est devenue la fée du quartier, qui distribue le bonheur et (parfois) redresse les torts. Un enchaînement d'épisodes qui, sur papier, aurait paru complètement décousu et invraisemblable. Et pourtant le miracle se produit. Tout le monde marche, même au dénouement final où, bien entendu, la petite Amélie trouve l'amour. À la sortie des salles, certains écrasent une larme ou sortent leur mouchoir. À Montmartre, les lieux où l'on a tourné le film — le café, le marché, etc. — sont devenus depuis trois ou quatre semaines des lieux de pèlerinage.

Alors pourquoi cette excitation de quelques poids lourds de l'intelligentsia? La raison invoquée tient à ce que le réalisateur aurait dépeint avec complaisance (et démagogie) un « petit peuple » stéréotypé, avec une sorte de bienveillance paternaliste. Il est vrai que la concierge est un cliché de vieille concierge française (aujourd'hui disparue), que le bistrot, ses employés et ses habitués sont également des images d'Épinal, d'ailleurs extrêmement drôles.

Jean-Pierre Jeunet a réussi ce tour de magie (mais n'est-ce pas le privilège du cinéma?) de dérouler un récit complètement loufoque dans un Montmartre de 1997... qui ressemblerait plutôt à celui des an-


nées 50. Avec cet air de dire — lui reprochent certains ayatollahs — que les « pauvres » de ce temps-là avaient tout de même de quoi être heureux dans leur pauvreté. En quoi devrait-on interdire à un cinéaste de créer un univers, décalé dans le temps, et un peu féérique, où les « petites gens » auraient une existence à eux sans se poser d'avantage de questions? Ce film, comme certains l'ont dit fort justement, est la version cinématographique de *La première gorgée de bière*. En beaucoup plus drôle et poétique d'ailleurs.

Mais pour certains, on a profané le mythe (de la classe ouvrière?) Et surtout, mis à part le jeune Beur qui vend ses légumes, rigoureusement tous les personnages apparaissant à l'écran... sont blancs et français! Cette fois on a dépassé les limites: tout film, même poétique, tourné à Paris doit obligatoirement mettre en scène son quota d'immigrés sous peine de se faire coller l'étiquette du Front national!

L'absurdité de ce procès a en tout cas eu pour résultat de pousser tous les responsables politiques à prendre position (tandis qu'ils semblaient rechercher en même temps les clés de cette popularité miraculeuse). Une élue communiste de Montmartre, Clémentine Autain, a eu une réaction de bon sens: « Ce film n'a pas l'ambition d'offrir des clés de lecture sur la société d'aujourd'hui; il vise plutôt à remettre l'imagination au coeur du cinéma. »

Avis aux distributeurs: ce film, avec ses comédiens formidables, devrait faire un malheur au Québec à sa sortie. On en fait le pari.

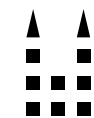




ROLEX

S E R V I C E

POUR LE BON FONCTIONNEMENT
DE VOTRE ROLEX, NOUS VOUS CONSEILLONS
D'EFFECTUER UNE RÉVISION COMPLÈTE
TOUS LES CINQ ANS



CHÂTEAU D'IVOIRE

Depuis 1978

Vente et service technique

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651
www.chateaudivoire.com

ACTUALITÉS

Résistance à la mondialisation: un argument souverainiste, selon Landry

LAURA-JULIE PERREAU

LES QUÉBÉCOIS ne sont pas chauds à l'idée de la mondialisation, dit le sondage SOM-La Presse. Tant mieux, rétorque Bernard Landry qui voit dans les craintes des citoyens des munitions de plus pour enrichir son artillerie souverainiste.

Celui qui s'est autoqualifié de plus grand libre-échangiste du Canada affirme comprendre les 52,4 % des répondants du sondage qui croient que la mondialisation sera peu ou pas profitable à la Belle Province. « Ils n'ont pas tort. La mondialisation, c'est un

phénomène positif mais potentiellement dangereux si ce n'est pas bien géré », a indiqué hier M. Landry à *La Presse*.

« Il faut que le Québec soit souverain pour qu'il puisse s'asseoir à la table des négociations des organisations internationales. Ça, c'est un argument de plus pour la souveraineté dont René Lévesque ne disposait pas à l'époque », a lancé le premier ministre avant d'entrer dans le hall de l'édifice Gérald-Godin qui abrite le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, où il devait prononcer un discours dans le cadre des festivités de la Saint-Jean-Baptiste.

Quelques minutes plus tôt, il s'est montré un peu moins enthousiaste à l'égard des autres résultats du sondage publié hier dans nos pages. Le sondage soulignait entre autres que plus de 60 % des gens interrogés ne sont pas satisfaits du gouvernement du Parti québécois et que 54,4 % des électeurs ne sont pas impressionnés par le travail de M. Landry à la tête de cette administration.

« Il faut être à l'écoute des gens, un troisième mandat ça se mérite », a-t-il commenté. Selon lui, les craintes des gens face aux fusions municipales pèsent lourd dans la balance de l'opinion. « Mais quand les gens

vont voir que leurs comptes de taxes vont baisser, leur perception sera peut-être différente ».

La ministre Louise Harel, grande responsable du dossier des fusions, refusait de son côté de faire porter le blâme à sa réforme. « J'ai vu plusieurs sondages dans les dernières semaines et ils disent tous des choses différentes », a-t-elle avancé.

Elle voit dans l'insatisfaction de la population une lumière d'alarme. « C'est préférable que nous le sachions maintenant pour travailler à changer les perceptions », a-t-elle expliqué.

Une Saint-Jean-Baptiste mouillée

La Fête nationale se célèbre modestement dans la communauté noire

LAURA-JULIE PERREAU

Les politiciens étaient légion, les drapeaux bleus et blancs bien en vue, la musique traditionnelle et hip-hop baignait le parc Van-Horne hier, mais, malgré tout, la foule qui a participé aux célébrations de la Saint-Jean-Baptiste organisées par la Ligue des Noirs du Québec était bien modeste.

Le ciel n'était certes pas du côté de l'organisateur en chef, Dan Philip, président de la Ligue des Noirs qui participait pour la première fois à la planification d'un événement lié à la fête nationale du Québec, lui donnant les rythmes et les couleurs de la communauté noire de Montréal.

Il avait certes réussi à attirer les Louise Harel, André Boulerice, Gilles Duceppe, Michel Prescott, Pierre Bourque et autres visages politiques de la région de Montréal, qui ont tour à tour offert leurs souhaits à la centaine de personnes qui se sont déplacées pour l'activité.

Mais la communauté elle-même a été repoussée soit par le temps pluvieux ou par un manque d'identification à cette fête au lourd passé politique, selon la lecture de personnes présentes hier.

« C'est correct un événement comme aujourd'hui (hier). Moi, je viens parce que je suis séparatiste. Mais pour beaucoup de Noirs, c'est un peu drôle que les gens s'intéressent à nous ce jour-là, alors que le reste de l'année, nous sommes dans l'ombre. Les Noirs se sentent la plupart du temps exclus, marginalisés », a souligné Joël Worrell, en anglais, en notant qu'il y avait presque autant de politiciens, de journalistes et de gardes de sécurité qu'il y avait de citoyens dans le parc du quartier Côte-des-Neiges.

Dan Philip refusait néanmoins de tirer des conclusions hâtives quant aux raisons qui justifiaient l'achalandage un peu décevant, de son propre aveu. « Nous attendions à peu près 800 personnes. Mais il faut dire que c'est la première année et qu'il pleut. Mais je pense que nous sommes sur la bonne voie. »



Shanice, Cylia et Serena ont participé à la Fête nationale organisée au parc Van Horne, hier.

Photo BERNARD BRAULT, La Presse

Il croit fermement que le drapeau du Québec, si prisé lors de cette grande manifestation annuelle de l'identité québécoise, est aussi le drapeau de ceux qu'il défend.

Dans le même esprit, la ministre aux Affaires municipales et à la Métropole, Louise Harel, rappelait hier que René Lévesque avait cette idée en tête lorsqu'en 1978 il a supervisé la transition entre l'ancienne Saint-Jean-Baptiste, fête des Canadiens français, et

la fête nationale du Québec, nom que porte la journée depuis.

Le gouvernement péquiste auquel appartient M^{me} Harel a mis le paquet cette année pour faire rimer fête nationale et citoyenneté. Hier, le premier ministre Bernard Landry a rencontré les leaders des communautés ethniques de Montréal lors d'une réception qui avait lieu dans les locaux du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigra-

tion. Ce ministère gardera ses portes ouvertes aujourd'hui.

Lawrence Bergman, député libéral dans D'Arcy-McGee, dénonçait à hauts cris la présence de M^{me} Harel hier après-midi. Il n'a pas digéré les propos de la ministre à l'endroit des habitants de Westmount il y a quelques jours. « C'est une hypocrite : une journée, elle critique une communauté et le lendemain, elle vient serrer des mains et faire des grands sourires », critiquait-il.

Un complexe au lieu du stade des Expos

L'identité du promoteur du projet demeure secrète

KARINE TREMBLAY

AVEC LA CONSTRUCTION possible d'un complexe hôtelier, résidentiel et commercial sur le terrain où devait être érigé le stade des Expos, au centre-ville, la Ville de Montréal espère redonner un caractère plus social à la rue Peel et au secteur qui l'environne.

« C'est un concept tout à fait différent de ce qui était prévu avec le stade, mais il cadre très bien avec la vision de la Ville. C'est un projet en lequel nous avons toute confiance. Il nous a été proposé par un promoteur qui a déjà mené pareilles entreprises et qui a les reins solides financièrement », déclare le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, Jean Fortier.

L'identité du promoteur est pour l'instant gardée sous silence.

« Ce sera à lui de se manifester publiquement. Pour l'instant, certaines choses sont encore à ficeler et des détails sont à régler. Il faut vérifier les échéances, entre autres, mais on va faire tout ce qu'on peut pour accélérer les choses. Peut-être serons-nous en mesure de faire une annonce officielle d'ici la fin de l'été ou cet automne », précise M. Fortier.

Le projet de plusieurs millions de dollars devrait permettre la construction de 1500 logements. Selon les plans, il devrait prendre forme dans le quadrilatère des rues

Peel, Saint-Jacques, de la Montagne et Notre-Dame, sur le terrain qui devait accueillir le stade des Expos jusqu'à ce que, en août dernier, ceux-ci renoncent à leur option d'achat.

Étant donné son emplacement, la Ville estime le site doté d'un immense potentiel.

« Le terrain se trouve sur un axe charnière relativement important. À proximité du Centre Molson, près du canal Lachine et de la marina, il se prête à merveille à la construction d'un complexe d'habitations de qualité qui va répondre à une demande du marché », note M. Fortier.

Des modifications de zonage seront probablement nécessaires pour la portion résidentielle du projet.

Le conseil de développement économique et urbain (CDEU) doit donc bientôt se pencher sur la question et examiner toutes les modalités qui se greffent au projet.

« Il nous faudra peut-être percer une rue entre de la Montagne et Peel », indique M. Fortier.

Ce chantier de grande envergure en précède peut-être d'autres. En effet, la Ville a l'intention, entre autres, d'inviter les promoteurs à soumettre des projets de développement résidentiel sur le terrain vacant situé au coin de Saint-Laurent et Maisonneuve.

La quintuplée Yvonne Dionne meurt à 67 ans

RAYMOND GERVAIS

YVONNE DIONNE, une des célèbres quintuplées Dionne, est décédée hier matin à l'hôpital Charles-Lemoyne d'un cancer généralisé.

Âgée de 67 ans, Mme Dionne laisse dans le deuil ses deux soeurs Annette et Cécile. Ses deux autres soeurs Émilie et Marie sont décédées respectivement en 1954 et 1970.

Lors de leur naissance à Callander, une municipalité située non loin de North Bay en Ontario, les jumelles Dionne étaient devenues de véritables attractions touristiques. Des milliers de personnes s'étaient déplacées pour venir voir les jumelles. Un parc thématique où elles étaient mises en exposition trois fois par jour avait même été construit afin de permettre au public de voir les cinq fillettes.

Les quintuplées sont nées le 28 mai 1934.

Selon ses dernières volontés, M^{me} Dionne ne sera pas exposée et sera incinérée. La famille demande que des dons soient envoyés à l'organisme « Jeunesse J'écoute » au lieu de fleurs. Yvonne Dionne était très impliquée dans cet organisme qui s'occupe d'enfants en difficulté. « Jeunesse J'écoute » est une ligne téléphonique pancanadienne mise à la disposition des enfants en difficulté ou victime d'abus.

M^{me} Dionne voulait faire connaître ce service et en faisait la promotion. Le numéro de la ligne pour les dons est 1-800-268-3062.

Les funérailles auront lieu dans



Photo LA PRESSE

Yvonne Dionne laisse dans le deuil ses soeurs Émilie et Marie.

l'intimité la plus stricte et la famille a décidé de n'accorder aucune entrevue aux médias.

M^{me} Dionne souffrait depuis plusieurs mois d'un cancer.

Après de nombreuses batailles juridiques contre le gouvernement de l'Ontario les jumelles Dionne

avaient finalement obtenu une reconnaissance de la part du gouvernement de Mike Harris.

Tout au long de leur vie, elles ont généré des retombées touristiques de l'ordre de quelque 500 millions de dollars. Elles ont attiré plus de visiteurs que les chutes du Niagara.

Défilé géant à Paris pour la *Gay Pride*

Le maire Bertrand Delanoë accueilli comme une véritable star

JEAN-MARIE GODARD
Associated Press

PARIS – Dans une ambiance de carnaval où la techno le disputait au disco, 250 000 personnes, selon la police, ont défilé samedi à Paris sous un soleil radieux à l'occasion de la *Gay Pride*, la grande marche annuelle de la communauté homosexuelle.

La préfecture a également compté 250 000 personnes parmi les curieux rassemblés sur les trottoirs, soit un total de 500 000 personnes.

Parti des abords de la porte Dorée (sud-est de Paris) vers 14 h 30, le cortège, placé cette année sous le signe de la lutte contre les discriminations, a rejoint la place de la République via celle de la Bastille.

Et comme tous les ans, homosexuels mais également jeunes lycéens ou étudiants hétérosexuels très nombreux, étaient venus pour chanter et danser dans le sillage des dizaines de chars hauts en couleur, sous les drapeaux arc-en-ciel et les pluies de confettis.

En tête de cortège, derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire « Hétéros, homos, tous ensemble contre les discriminations, parentalité, séjour, travail, couple », on pouvait apercevoir le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue, le député Vert Noël Mamère, le candidat Vert à la présidentielle, Alain Lipietz, Alain Krivine, président de la Ligue communiste révolutionnaire, mais aussi, et surtout, Bertrand Delanoë, le maire de Paris, accueilli comme une véritable star.

Cela ressemblait un peu à un jeudi de sortie du loft de M6 : Bertrand Delanoë s'est difficilement frayé un chemin au milieu de la foule qui l'ovationnait et l'applaudissait, serrant les dizaines de mains qui se tendaient vers lui tandis que le service d'ordre maintenait à distance la meute de photo-



Bertrand Delanoë (au centre ci-dessus) s'est difficilement frayé un chemin au milieu de la foule qui l'ovationnait et l'applaudissait, serrant les dizaines de mains qui se tendaient vers lui. Pour la communauté gay, M. Delanoë représente un symbole très fort. Non seulement c'est un homosexuel déclaré qui a été élu à la mairie de Paris, mais en plus c'est la première fois qu'un maire de la capitale se rendait à un défilé de la *Gay Pride*.

graphes et de cameramen se bousculant pour l'approcher.

Il faut dire que pour la communauté gay, M. Delanoë représente un symbole très fort. Non seulement c'est un homosexuel déclaré qui a été élu à la mairie de Paris, mais en plus c'est la première fois qu'un maire de la capitale se rendait à une *Gay Pride*.

« Avant d'être maire, je venais à la *Gay Pride*. C'est la septième année que je suis là. Il se trouve que je suis maire de Paris. Moi je n'ai pas changé, mais le fait que les Parisiens aient choisi un projet démocratique qui leur plaît, quelle que soit l'identité de celui qui le porte, représente un geste fort de tolérance », a-t-il déclaré.

Derrière le carré de tête, sur un gigantesque camion plate-forme, l'un des porte-parole de la Lesbian and Gay Pride (LGP), l'association qui organise l'événement, chauffait les manifestants entre deux morceaux de techno ou le célèbre « I Will Survive » de Donna Summer, qui prend toujours figure de symbole lors de ces défilés.

« Est-ce que vous êtes prêts à mettre le feu à Paris ? Est-ce que vous êtes prêts à vous battre, homos et hétéros ensemble, pour la vie sans discrimination ? », lançait-il en direction du cortège massif qui s'étalait à perte de vue et d'où émergeait des ballons de toutes les couleurs, et, un peu partout, le *rainbow flag*, le drapeau arc-en-ciel symbole de la communauté gay.

Particulièrement remarquables dans le défilé, le char des étudiants gays des grandes écoles comme HEC ou l'École normale supérieure, sur lequel garçons et filles vêtus de rouge se déhanchaient dans une ambiance de boîte de nuit ; ceux des employés gays de la RATP ou de la SNCF ; ou encore celui du « 3HVP », c'est à dire des Homosexuelles et Homosexuels de l'Hôtel de Ville de Paris.

Un peu plus loin, drag-queens et transexuels aux tenues affriolantes faisaient la joie des photographes, tandis qu'ici ou là, le cortège était brièvement noyé sous des pluies de confettis.

Sur la place Felix-Eboué, non loin de la porte Dorée, la fontaine avait été prise d'assaut par des manifestants s'ébattant sous les jets d'eau.

Sur le parcours, des dizaines de milliers de curieux s'étaient rassemblés sur les trottoirs. « C'est la troisième année que je viens voir ça. Pour moi, ça fait maintenant partie des grandes fêtes sympas qui se déroulent à Paris », expliquaient à l'Associated Press Micheline, une Parisienne de 42 ans, venue voir passer la manifestation avec ses deux enfants.

« La *Gay Pride*, c'est un croisement entre la techno-parade et le carnaval de Rio, que je ne raterais pour rien au monde », déclarait quant à lui Stéphane, un lycéen.

Samedi prochain, ce sera au tour de Marseille de vivre au rythme de la *Gay Pride*, où plusieurs dizaines de milliers de personnes sont attendues dans les rues à l'occasion de la dernière marche homosexuelle de France de l'année 2001. Ensuite, il faudra patienter jusqu'en 2002.

LA FONDATION DE L'HÔPITAL
DE MONTRÉAL POUR ENFANTS



THE MONTREAL CHILDREN'S
HOSPITAL FOUNDATION

Le 7 juin 2001 avait lieu le second Bal de l'excellence de l'Hôpital de Montréal pour enfants du Centre universitaire de santé McGill. Au cours de cette soirée, la complicité de généreux commanditaires a permis de souligner la contribution exceptionnelle au domaine de la pédiatrie de neuf individus s'étant démarqué au sein de la grande communauté de l'Hôpital.

La Fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants souhaite remercier les commanditaires et féliciter tous les lauréats!



Pfizer
Notre passion, la vie
www.pfizer.ca

Dre Claire Dupont
Prix d'excellence du
Leadership



fi do

Me Eric M. Maldoff
Prix d'excellence de
l'engagement
communautaire



BANQUE TD

**Mlle Marie-Michel
Gagnon**
Prix d'excellence Jeunesse
Nicolas W. Matossian



AIR CANADA

**Madame Gillian
Taylor**
Prix d'excellence en soins
infirmiers



**MeadJohnson
Nutritionals**

**Dre Wendy
MacDonald**
Prix d'excellence médicale



**BOMBARDIER
AÉRONAUTIQUE**

Dr I. Barry Pless
Prix d'excellence en
recherche



**RBC
DOMINION
SECURITIES**

Madame Peta Leclerc
Prix d'excellence du
personnel de soutien
administratif



**Anna Raimo et Domenic
Durante et Lynda
et Lorne Schwartz**

Madame Ruby Wilson
Prix d'excellence du
personnel de soutien
technique



**ABBOTT LABORATORIES, LIMITED
LABORATOIRES ABBOTT, LIMITÉE**

**Madame Elisabeth
Gibbon**
Prix d'excellence du
personnel professionnel

LA FONDATION DE L'HÔPITAL DE MONTRÉAL POUR ENFANTS
1 Place Alexis Nihon, 3400, boul. de Maisonneuve ouest, bureau 1420, Montréal (Québec) H3Z 3B8
Tél. : 1-866-934-4846 • Fax : (514) 939-3551 • Site Web : www.fondationpourenfants.com • Courriel : info@fhme.com

De que j'ai l'goût de chanter!



STÉPHANE LAPORTE
collaboration spéciale

stephane@stephanelaporte.com

C'est aujourd'hui la Saint-Jean-Baptiste. On a tous le goût de chanter le Québec. Haut et fort. Mais on veut bien le chanter. En respectant notre langue. On ne veut pas chanter la chanson que Daniel Boucher a composée pour la fête nationale. Oh non! Elle est trop mal écrite. Des gens qui parlent bien comme nous, on n'est pas pour se mettre à entonner : « Que je t'aime, pis que c'est d'même, de que ça s'passe, de que j'ai l'goût. » Non, ce n'est pas notre genre. On laisse ce phrasé à Bob Binette. Ou à Jean Chrétien.

Heureusement, il y a plein d'autres belles chansons québécoises à fredonner. Plein de belles chansons bien écrites. Allez tout le monde ensemble, chantons *Le Phoque en Alaska* : « Cré-moé, cré-moé pas, quéqu' part en Alaska ».

Oups! Ça commence mal. Cinq

fautes de français dans les six premiers mots. Y'a juste le *pas* qui est bien écrit! C'est parce que dans le temps de Beau Dommage, Michel Rivard avait encore des cheveux. La qualité de la langue est inversement proportionnelle au nombre de cheveux que tu as sur le coco. Moins que t'as de cheveux, mieux que tu écris ton français. Regardez George Dor. Regardez Daniel Boucher. Les preuves sont là. De toute façon, le *Phoque en Alaska*, ce n'est pas une bonne chanson pour nos jeunes. Ils utilisent assez souvent le mot phoque, on n'est pas en plus pour le leur faire chanter. On va choisir une autre chanson. C'est pas plus compliqué que ça. On en a tellement des belles chansons. Chantons du Charlebois :

Ent'deux joints tu pourrais faire qu'qu'chose

Ent'deux joints tu pourrais t'grouiller l'cul

Wô! Arrêtez! Daniel Boucher a l'air de Bernard Pivot à côté de ça. Nos jeunes ne peuvent pas chanter de telles paroles. C'est scandaleux. Charlebois a trop de cheveux! Prenons Claude Dubois, il en a moins. C'est beau du Claude Dubois. Alions, chantons :

« Oh! Fadodidodidododidida! Oh! Fadodidodidododidida!

Coupez! Ce n'est pas du français. C'est n'importe quoi. Déjà que

nos ados parlent comme ça. Quand on leur demande s'ils ont nettoyé leur chambre, ils nous marmonnent : « Oh! Fadodidodidododidida! Oh! Fadodidodidododidida! ». Ça serait plus pédagogique qu'ils apprennent des mots! On va se tourner vers les vrais poètes. Jean-Pierre Ferland. Lui, il écrit bien. Allez, tous en chœur :

« Une chance que j't'ai

Je t'ai, tu m'as

Une chance qu'on s'a. »

C'est quoi ça? Une chance qu'on s'a? C'est pas français. Il faut dire : « Une chance que nous nous avons. » Franchement! Jean-Pierre a dû trop se tenir avec des mords! On va choisir un autre poète. Richard Desjardins. Aie, lui, même les Français de France l'aiment. On est sûr de ne pas se tromper. On y va :

T'es tell'ment tell'ment tell'ment belle

J'vas bénir la rue

J'vas brûler l'hôtel

Coudon...

Tu m'aimes-tu?

Tu m'aimes-tu? »

Misère! Ça ne se dit pas *tu m'aimes-tu*. Il faut dire : « Est-ce que tu m'aimes? » C'est une grosse faute. Il ne faut pas chanter ça devant nos jeunes. Maudit! Ça va faire 15 mi-

nutes qu'on essaie de chanter le Québec, et on n'y arrive pas. Ça fait! On n'a pas le choix. On va piger dans le répertoire du plus grand. Félix. Un monument. Tout le monde ensemble :

« Attends-moi Ti-gars.

Tu vas tomber si j'suis pas là.

Les plaisirs de l'un,

C'est d'voir l'autre se casser l'cou.

Quand on me dit : Va à drette,

C'est à gauche que je m'attelle! »

Stop! Stop! Je le sais que *stop* c'est pas du bon français, mais là, je commence à être tanné. Même Félix. Même le grand Félix fait des fautes. On ne dit pas *ti-gars*, on dit *petit garçon*. Et on ne dit pas *va à drette*, on dit *va à droite*. Non mais on vas-tu finir par pouvoir le chanter notre Québec! On va oublier les auteurs-compositeurs. On va se tourner vers le folklore. Dans l'ancien temps, on savait écrire au Québec. Avant les cégeps! Ok. Chantons notre folklore :

« Prendre un verre de bière, mon minou

Prendre un verre de bière, right trou! »

Pas *right trou*! Faut pas dire ça, *right trou*, c'est pas français. Oubliez le folklore! Awinahan, c'est pas mieux! J'ai trouvé la chanson pour chanter le Québec. On aurait

dû y penser avant. Elle a été écrite spécialement pour ça par le grand Gilles Vigneault. Allez tous en chœur :

« Mon cher Jean-Baptiste

C'est à ton tour. »

Minute! Ça ne se dit pas c'est à ton tour. On dit c'est ton tour. Je le sais que c'est pour que ça rentre dans la musique. Parce qu'on dit : « Gens du pays, c'est votre tour. ». Alors quand on l'adapte à un particulier, il manque un pied. C'est pour ça qu'on rajoute le *à*. Mais c'est une faute. Et ce n'est pas un bon exemple pour nos jeunes. Aidez-moi quelqu'un! Trouvez-moi une chanson québécoise sans aucune faute. Allez-y. Je vous écoute :

Ô Canada,

Terre de nos aïeux.

Non, mais franchement! Attendez la semaine prochaine! On est le 24 juin. Où est-elle la chanson de Boucher? Me semble qu'elle n'est pas si pire que ça. Elle est même très bien. Ne boudons pas notre plaisir. Les chanteurs chantent des sentiments. Pas des grammaires. Ils inventent une langue. La leur. Celle du cœur. Joyeuse St-Jean, tout le monde! On y va :

J'ai voulu chanter

Comme mon voisin

J'ai voulu flasher

Quitte à faire le fin

Quitte à faire le fou.

JOURNAL DE BORD

Youpi! j'ai réussi: je suis qualifié!

À 22 ans, Damien De Pas se lance dans une aventure unique : participer, sur le voilier qu'il a construit de ses mains, à une course océanique de longue durée en solitaire, la Mini-Transat, dont le départ sera donné en France en septembre. Entre-temps, les lecteurs de *La Presse* peuvent suivre sa participation aux épreuves d'entraînement et de qualification en Europe grâce à des extraits de son journal de bord publiés tous les dimanches dans nos pages.



DAMIEN DE PAS
collaboration spéciale

Mer mauvaise. L'eau salée me brûle les yeux. Il fait nuit et ces deux chalutiers vont couper ma route. Je tente d'éviter le plus proche en abattant à la dernière seconde, mais un dernier coup d'oeil sous la grand-voile et non, ça ne passera pas. Instinctivement, je repousse la barre au vent en catastrophe et tiens mes voiles en drapeaux pendant que le chalutier passe sous mon vent. À cet instant, de puissants projecteurs s'allument et sont dirigés sur moi. Leur lumière m'aveugle sur le coup mais la scène qu'ils me permettent de voir ensuite me donne des frissons : ces deux bateaux avancent en remorquant ensemble un énorme filet de surface.

Comment aurais-je pu le deviner? Normalement, ils auraient dû braquer leurs projecteurs vers le centre du chalut, au moins à mon approche. Bref, si j'avais réussi à me glisser entre les deux, j'étais bon pour le poëlon.

Quelques jours plus tard, en prenant une bière avec les copains à qui je raconte ma frousse, on rigole un bon coup. Nous mimons la tête des deux patrons-pêcheurs qui se parlent sur la VHF : « Hé Roger, on a attrapé un gros thon, il est bleu et jaune... et à l'intérieur, y'en a un plus petit, il est blanc, il a mauvaise mine... et il ne doit pas sentir bon. »

Sur le moment, c'est nettement moins drôle. Je branche le pilote et vais m'asseoir à l'intérieur, les jambes molles. Je mesure à quel point je suis fatigué après huit jours en mer. J'ai bien failli faire une grosse connerie et passer à un doigt de compromettre ma qualification. Ces deux-là avaient beau être fautifs, c'est moi qui aurais été perdant. À partir de maintenant, vigilance absolue et me tenir le plus loin possible des bateaux de pêche.

Je ne dors pas de la nuit. Au matin, les copains, Pappy Speedy et Pussy Cat, m'appellent une dernière fois sur la VHF. Ils ont bouclé leurs 1000 milles marins et rentrent à Camaret, tout près de Brest, d'où ils sont partis. « Bravo, Damien! Tu as fait du bon boulot jusqu'ici. Accroche-toi, tu es presque rendu! »

Il me reste encore 140 milles avant Saint Quay Portrieux. J'amorce le sprint final en mettant un peu plus de charbon dans la machine. Une fois passé Ouessant, le vent me permet d'abattre en longeant la côte. Le nez dans mes livres, j'étudie à fond les heures des marées ainsi que la direction et la force des courants. Si le vent tombe, j'ai intérêt à être au large, loin des cailloux. Mais si je veux profiter des puissants courants, je dois me rapprocher à environ 10 milles. Ce que je fais, enchaînant les passages à niveau aux bons moments.

24 heures plus tard, Saint Quay est en vue et j'aperçois Évangéline au bout de la jetée. Debout sur le pont, je me mets à danser comme un fou. Elle vient ensuite me rejoindre sur le ponton, caméra à l'épaule, pour cueillir mes premières réactions : « Hé, le barbu, heureux d'être arrivé? »

C'est vrai qu'en dix jours, une petite barbe a poussé. Si je suis heureux? Je plane... Ma dernière épreuve de qualification est terminée. Deux ans de pression viennent de glisser de mes épaules. Mission accomplie!

Pour la première fois depuis le début de mon projet, le but me semble tout proche. Avec un peu de chance, je serai bientôt inscrit à la Transat 6,50 Charente-Maritime-Bahia, nouveau nom que portera la Mini-Transat pour les deux prochaines éditions.

Évangéline m'apprend que je suis le 28^e prototype qualifié donc troisième sur la liste d'attente puisqu'il n'y a que 25 places disponibles. Mais j'aurais aussi de bonnes chances d'obtenir une carte d'invité. Le Grand Pavois, organisateur de la course, en accord avec la Classe Mini, peut en décerner un maximum de cinq aux coureurs, particulièrement aux étrangers hors communauté européenne. On m'a donc suggéré d'en faire la demande et je recevrai bientôt la réponse.

« Alors, Damien, un bilan rapide de tes qualifications? »

« C'est comme si j'avais pris 10 ans d'expérience en un mois! Honnêtement, je ne pensais pas que ça serait aussi difficile. Bien sûr, j'appréhendais la navigation en Bretagne, en Irlande et en Angleterre. C'est une dure école pour quelqu'un qui débute en solitaire. Mais le plus dur a été de vivre avec une pression constante, en sachant que la moindre erreur risquait de tout foutre en l'air. Je devais absolument terminer chaque course : les 300 milles de la Sélect 6,50 suivis des 700 milles du Mini-Pavois. Ensuite il me fallait boucler ce fameux parcours de 1000 milles hors-course. Si j'ai réussi tout ça, c'est que *Dingo* était bien préparé et j'en suis d'autant plus fier. »

Tout le monde est surpris que je n'aie toujours rien brisé sur le bateau. C'est bon pour la réputation du premier prototype construit par un chantier québécois : Atlantix Innovations Marines, de Montréal. Je pense aussi à ma petite équipe de préparateurs qui est venue me prêter main-forte à Verdun : Stan, Alex, Martin... Chacun d'eux a contribué à faire de *Dingo* un bateau fiable.

Évangéline me demande ensuite comment je trouve l'ambiance entre les coureurs. Excellente! Même si cette année, tout le monde se bat pour une place. Jusqu'ici, je sens une grande sympathie à mon endroit. Au début, j'avais l'impression que les autres jaugeaient *Dingo* en se disant : « Beau bateau, mais que vais le petit Québécois? » On m'observait, spécialement du côté de la Classe Mini. Le nouveau président, Richard Mériageux, voulait bien évaluer chaque coureur pour être certain que ceux qui s'aligneront sur la ligne de départ de la Mini-Transat seront prêts à en baver.

J'ai fait la preuve de ma détermination en construisant puis en transportant *Dingo* par cargo jusqu'en France et maintenant je me suis jusqu'à, à moi et aux autres, que je suis capable de naviguer en solitaire.

J'aurais bien aimé fêter la Saint-Jean au Québec. J'arriverai seulement deux jours plus tard pour une visite de 12 jours. Alors joyeuse Saint-Jean à tous!

cyberpresse.ca On peut relire les chroniques de Damien De Pas à l'adresse Internet suivante:

www.cyberpresse.ca

SEARS*

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 1^{er} JUILLET OU, SI SEARS EST FERMÉ, JUSQU'AU SAMEDI 30 JUIN 2001, DANS LA LIMITE DES STOCKS

RABAIS 40% AU CHOIX

PNEUS MICHELIN^{MD} T PLUS

Série n° 72000.
Prix ordinaires en vigueur après le dimanche 1^{er} juillet 2001

PNEUS ROADHANDLER^{MD} VOYAGER LX

Série n° 63000.
RoadHandler est une marque déposée de Sears

*Détails complets chez Sears

MICHELIN

GARANTIE DE 140 000 KM CONTRE L'USURE*

ROADHANDLER

GARANTIE DE 160 000 KM CONTRE L'USURE*

AU CHOIX	
Dimensions	Soldé, ch.
P195/70R14	96,99
P205/70R14	102,99
P215/70R14	108,99
P205/70R15	105,99
P215/70R15	111,99
P185/65R14	97,99
P195/65R15	105,99
P205/65R15	110,99
P215/65R15	113,99
P225/60R16	119,99

Autres formats aussi en solde

SEARS*

ANJOU*
353-7770
BROSSARD*
465-1000
LASALLE*
364-7310

LAVAL*
682-1200
ST-BRUNO
441-6603
ST-LAURENT*
335-7770

PAS DE PAIEMENT AVANT JANVIER 2002
pour tous les services et produits automobiles de plus de 200 \$

Détails en magasin

NP0650701

Copyright 2001. Sears Canada Inc.

Le pape demande pardon aux orthodoxes pour les erreurs des catholiques

MICHEL VIATTEAU
Agence France-Presse

KIEV — Le pape Jean Paul II a tendu la main hier aux orthodoxes en Ukraine — et, à travers eux, à ceux de Russie — en leur demandant pardon pour les « erreurs » des catholiques et en affirmant, à son arrivée à Kiev, qu'il ne venait pas « avec des intentions de prosélytisme ».

Il a rejeté ainsi formellement l'accusation avancée contre l'église catholique par le patriarche orthodoxe de Moscou, farouchement opposé à sa visite et dont les fidèles sont majoritaires en Ukraine.

Ce reproche de prosélytisme a toujours été accueilli avec étonnement et rejeté par la hiérarchie catholique locale, qui déclare ne faire aucune promotion du catholicisme en public, tout en observant qu'elle ne peut repousser les gens qui viennent d'eux-mêmes exprimer leur intérêt pour l'Église de Rome.

Dès son premier discours, prononcé en ukrainien à l'aéroport Borispil de Kiev, le pape a demandé pardon aux orthodoxes pour les « erreurs commises à leur égard dans un passé ancien et récent » et a assuré que, de leur côté, les catholiques « pardonnaient les torts subis ».

Cette phrase clé semble faire allusion aussi bien à des événements historiques lointains, tel le sac de Constantinople par les croisés en 1204, qu'au début des années 1990, lorsque les gréco-catholiques ukrainiens (uniates) ont repris possession — dans certains cas avec violence — de quelque 2500 paroisses qui leur avaient été confisquées par Staline au profit des orthodoxes en 1946.

En arrivant à Kiev, le pape s'est



Le président de l'Ukraine, Leonid Kuchma (à droite), aide le pape à prendre place pendant qu'un membre de l'entourage du pontife replace sa calotte, hier à Kiev.

présenté comme « pèlerin de paix et de fraternité », et a exprimé l'espoir d'être « accueilli avec amitié aussi par ceux qui, sans appartenir à l'Église catholique, ont le cœur ouvert au dialogue et à la coopération ».

De son côté, le patriarche de Moscou Alexis II, qui a choisi de se rendre en Bélarus aux dates correspondant exactement à celles du voyage du pape, a réaffirmé son opposition à sa venue. Celle-ci, a-t-il dit à son arrivée à Brest — avant que le pape demande pardon aux orthodoxes —, risque « de fermer définitivement la porte » à l'amélioration des relations entre catholiques et orthodoxes.

En saluant le pape à son arrivée, le président Kouchma a déclaré que « l'Ukraine accueillait un lutteur indomptable des droits et de la dignité de l'homme » et « un leader qui appelle à ne pas régler des comptes avec le passé, mais à se tourner vers l'avenir ».

Pour le chef de l'État ukrainien, la visite du pape représente une importante initiative politique, censée rapprocher de l'Europe son pays, tiraillé entre l'Occident et son puissant voisin russe.

Le pape a évoqué cet aspect de son pèlerinage, en insistant en conclusion de son discours sur « l'évidente vocation européenne » de

l'Ukraine, « soulignée par les racines chrétiennes de sa culture ».

Dans un autre discours, prononcé en début de soirée devant les élites politiques et intellectuelles ukrainiennes, le souverain pontife a appelé les Ukrainiens à la tolérance, en particulier vis-à-vis des minorités nationales et religieuses, indiquant clairement qu'il s'agissait d'une condition indispensable pour que l'Ukraine s'assure une place « dans la famille des peuples européens ».

Lors de son 94^e voyage hors d'Italie, Jean Paul II doit célébrer quatre messes à Kiev et à Lviv, bastion catholique situé dans l'ouest du pays, devant plusieurs centaines de milliers de fidèles.

Des bévues de Cliche à la création d'un parti politique des régions?

KARINE TREMBLAY

LES BÉVUES du ministre David Cliche pourraient bien accélérer la création d'un parti politique des régions.

Profondément déçus et insultés des propos du ministre, qui a déclaré vendredi que les problèmes d'emploi seraient moindres en Gaspésie si les citoyens qui y travaillent étaient des Lavallois, les Gaspésiens acceptent les excuses qu'il a par la suite formulées, mais réagissent quand même en s'organisant politiquement.

« Ça fait deux ans qu'on en parle, mais ces déclarations ont de nouveau fouetté nos troupes. On devrait donc présenter quelque chose de concret aux prochaines élections », déclare le PDG de Vélo-Gaspésie, Serge Lapointe, engagé depuis de nombreuses années dans la revitalisation de son coin de pays natal.

Ce dernier croit que la Gaspésie pourrait ainsi donner le coup d'envoi à un mouvement qui gagnerait vite d'autres régions du Québec telles que la Saguenay-Lac-Saint-Jean et l'Abitibi-Témiscamingue.

« Il y a un malaise extrêmement important entre les régions et les villes-centres, une incompréhension notoire. Les paroles de M. Cliche l'ont encore mis en lumière », indique M. Lapointe.

Porte-parole de l'Action des patriotes gaspésiens, Gaston Langlais affirme de son côté que la bataille n'est pas neuve.

« Ce qu'a dit le ministre Cliche, ce n'est pas une erreur, c'est le reflet d'une pensée mûrie, d'une pensée que partagent plusieurs politiciens », souligne M. Langlais.

Son organisme a été formé en décembre 1999 par des hommes d'affaires de la région pour « dénoncer les horreurs gouvernementales faites à la Gaspésie ».

« On s'attendait à être 300 membres, on est 20 000. Ça donne une idée de la mobilisation qui existe », précise M. Langlais.

Les récentes déclarations du ministre responsable de la région de Laval donnent de nouvelles munitions à l'Action des patriotes gaspésiens qui a tenté l'an passé une action contre les deux ordres de gouvernement auprès du haut-commissaire des droits de l'homme à Genève pour génocide économique.

EN BREF

Legendre confirme sa candidature

LE MINISTRE Richard Legendre a annoncé qu'il sera candidat péquiste dans la circonscription de Blainville, lors d'une prochaine élection complémentaire. Il en a fait l'annonce en compagnie de la députée démissionnaire du comté, Céline Signori. Madame Signori a décidé de quitter la politique pour des raisons familiales. Non élu, Richard Legendre a été recruté par le premier ministre Bernard Landry dans la formation de son premier cabinet. Il était directeur de Tennis Canada. PC

Tolérance zéro sur les plans d'eau

CET ÉTÉ, les différents corps policiers patrouillant les eaux du Québec vont appliquer la tolérance zéro en matière d'alcool à la barre. Le Conseil québécois du nautisme qui regroupe 15 organismes impliqués dans la promotion de la pratique sécuritaire des sports nautiques, tient à mettre en garde les plaisanciers québécois sur la sévérité des forces policières qui appliqueront avec rigueur les lois régissant la plaisance.

Cocaïne

UN HOMME de 57 ans, Jacques-Pierre Pointejuice, a été accusé jeudi au palais de justice de Saint-Jean-sur-Richelieu d'importation et de trafic de 12 kg de cocaïne. Pointejuice a été appréhendé mercredi par la Gendarmerie royale du Canada, au moment où il tentait d'introduire la drogue au pays en passant par une route secondaire (gardée par des détecteurs de mouvements et des caméras) reliant l'État de New York et le Québec. La saisie a été réalisée en collaboration avec la United State Border Patrol et la GRC. Le véhicule a été intercepté au moment où il franchissait la frontière. La drogue était dissimulée dans les ailes arrière.

Fusillade sur l'autoroute: un mort et trois blessés

RAYMOND GERVAIS

UNE JEUNE AUTOMOBILISTE âgée d'une vingtaine d'années a été tuée vers 22 h hier, tandis que trois autres jeunes également âgés dans la vingtaine qui prenaient place dans la même voiture, ont été blessés par balles lorsqu'un individu au volant d'une autre automobile a ouvert le feu en leur direction.

L'agression armée s'est produite dans une bretelle d'accès de l'autoroute des Laurentides à partir du boulevard Métropolitain Est.

Le suspect, également âgé dans la vingtaine, a été arrêté par des patrouilleurs de la Sûreté du Québec sur l'autoroute 15 en direction nord à la hauteur de Laval, quelques minutes seulement après le drame.

Selon l'agent Pierre Robichaud de la Sûreté du Québec, la fusillade s'est produite sous les yeux horrifiés de quatre patrouilleurs de la SQ qui se trouvaient comme par hasard, à bord de deux voitures de police qui suivaient les véhicules en question. À la suite des coups de feu, un premier véhicule de police s'est immobilisé derrière le véhicule des blessés afin de leur porter secours, tandis que les policiers prenant place à bord du second véhicule se sont lancés à la poursuite

du suspect. Le véhicule du fuyard a finalement été intercepté sur l'autoroute des Laurentides en direction nord à la hauteur de Laval. Le tireur a été arrêté et transporté au quartier général de la SQ à Montréal où il était interrogé la nuit dernière.

Au moment de mettre sous presse, la police ignorait toujours le motif de l'attentat et aucune hypothèse n'était encore retenue pour expliquer le geste. Règlement de comptes ou rage au volant, tout était possible pour expliquer le geste.

Un des trois blessés reposait hier soir dans un état critique à l'hôpital tandis que l'état de santé des deux autres n'inspirait aucune crainte.

La police ne connaissait toujours pas l'identité des blessés hier, aucun papier d'identification n'ayant été retrouvé dans le véhicule.

Toujours selon les policiers, plusieurs coups de feu ont été tirés.

La bretelle d'accès de la 15 nord à partir du boulevard Métropolitain a été fermée à la circulation ainsi que l'autoroute des Laurentides dans les deux directions durant toute la nuit afin de permettre aux techniciens de la police de faire leur travail.

Du LSD pour 23 détenues: Ottawa reconnaît son erreur

Presse Canadienne

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral et un ancien psychologue ont reconnu avoir fait preuve de négligence en donnant il y a 40 ans du LSD à une jeune détenue, a révélé la chaîne *Southam News*, hier.

Les aveux du gouvernement et de Mark Eveson devant la Cour supérieure de l'Ontario représentent une victoire pour Dorothy Proctor.

La drogue avait été administrée à 23 détenues dans le cadre d'une étude menée à la prison pour femmes de Kingston en 1961. Cette prison est maintenant fermée.

En 1998, Mme Proctor avait intenté des poursuites contre le gouvernement et les anciennes autorités du Service correctionnel du Canada, leur reprochant de lui avoir administré du LSD. Elle soutient que la drogue lui a causé des dommages au cerveau et provoqué d'affreuses hallucinations.

Mme Proctor était âgée de 18 ans au moment des faits. Elle purgeait une peine de trois ans pour vol lorsqu'on lui a donné au moins une dose de LSD. Le puissant hallucinogène lui aurait été administré dans une petite cellule d'isolement sans fenêtre, éclairée par une seule ampoule et meublée d'un simple matelas.

Le gouvernement canadien a prétendu avoir administré la drogue aux détenues afin « de promouvoir la santé des individus », et pas à titre expérimental. Néanmoins, il a admis qu'il n'existait aucune preuve indiquant que Mme Proctor avait accepté de servir de cobaye.

La poursuite a soulevé de nombreuses questions devant la Cour sur la nature de ces expériences et sur la moralité de l'utilisation de détenus à de telles fins.

Mme Proctor réclame cinq millions de dollars; le tribunal n'a pas encore étudié la question des dommages.

Dans un premier temps, le gouvernement avait refusé de reconnaître que des fonctionnaires avaient mal agi envers Mme Proctor.

Celle-ci a affirmé qu'elle était en mesure de s'attendre à leur protection puisqu'elle était « une mineure vulnérable et une détenue » à ce moment-là.

Elle soutient aussi que M. Eveson, qui s'occupait des recherches sur le LSD, et le docteur George Scott, le psychiatre de la prison qui supervisait le tout, « occupaient des postes de confiance » au point, ajoute-t-elle, qu'elle « les considérait comme des pères ».

Au début de 1998, un comité d'enquête du Service correctionnel recommandait qu'on présente des excuses à Mme Proctor et qu'on lui verse des compensations financières.

Quand le gouvernement avait confié le dossier au Centre bioéthique de l'Université McGill, Mme Proctor, à bout de patience, a décidé d'intenter une poursuite judiciaire.

Une enquête de *Ottawa Citizen* et de *Southam News* a ensuite révélé que des milliers de détenus de prisons fédérales avaient servi de cobayes à des expériences scientifiques au cours des années 1960 et 1970.

loto-québec <i>résultats</i>	
lotto 649 Tirage du 2001-06-23 03 15 24 36 42 47 Numéro complémentaire: 49	Québec 49 Tirage du 2001-06-23 07 26 34 35 39 41 Numéro complémentaire: 14
Promotion Double Jeu* Tirage du 2001-06-23 649 + 49 *Seules les sélections participant au Lotto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.	
panco Tirage du 2001-06-23 01 04 09 11 13 18 19 20 21 28 31 34 36 38 40 44 45 52 56 67	Quotidienne Tirage du 2001-06-23 3 4 861 3742
Extra Tirage du 2001-06-23 NUMÉRO: 566551	Extra Tirage du 2001-06-22 NUMÉRO: 942899
SUPER 7 Tirage du 2001-06-22 02 05 06 10 11 14 29 Numéro complémentaire: 23 Ventes totales: 13 317 622 \$ Prochain gros lot (approx.): 10 000 000 \$	GAGNANTS LOTS 7/7 0 7 500 000,00 \$ 6/7+ 1 231 906,40 \$ 113 1 795,70 \$ 5/7 5 831 124,30 \$ 4/7 117 499 10,00 \$ 3/7+ 107 006 10,00 \$ 3/7 943 388 participation gratuite
Le jeu doit rester un jeu Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.	
TV A, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC	

CROISIÈRE EN RUSSIE • INCURSION VOYAGES

REPRÉSENTANT EXCLUSIF DE RUSSIE CRUISE AU QUÉBEC

Du 8 au 19 sept. 2001 exclusivement en français durant tout le voyage
Plusieurs excursions incluses.
À partir de 2 999 \$
si réservé avant le 1er juillet...
VOLS AVEC AIR FRANCE
Accompagné au départ de Montréal

autres départs • Autres départs • Autres départs • Autres départs • Autres départs • Autres départs • Autre			
Escapade à Paris et les environs Du 10 au 20 sept. 2001	Grand tour d'Italie Du 18 sept. au 3 oct. 2001	La Grèce, terre et mer Du 26 sept. au 10 oct. 2001	Vienne, Budapest, Cracovie et Prague Du 4 au 18 oct. 2001

INCURSION VOYAGES
 *Cet automne ne réservez rien sans avoir parlé à l'un de nos conseillers professionnels!
DEMANDEZ LES PROGRAMMES DÉTAILLÉS SANS FRAIS
1 800 667-2400

Coincée de toutes parts par le manque de terrains, les terrains mal entretenus et les terrains surexploités, la Ville de Montréal a dû innover pour répondre aux attentes des dizaines de milliers de jeunes et moins jeunes qui ont délaissé le baseball et le hockey au profit du soccer. Depuis quatre ans, 35 terrains de baseball ont été fermés. La nouvelle tendance : la fabrication de terrains « mixtes », un nouveau concept bien de chez nous qui a la qualité d'être trois fois moins coûteux et aussi pratique que les terrains munis d'une surface en gazon synthétique. Voici le deuxième volet de notre série.



Le baseball délaissé au profit du soccer

Prié d'ajuster son tir, Montréal innove...



MICHEL BLANCHARD

LA RAGE DU BALLON ROND

SAM | 1 > La mondialisation du Québec

DIM | 2 > Terrains: Montréal innove

MAR | 3 > Le hockey en chute libre

intense que chaque terrain est utilisé plus de quarante-cinq heures par semaine.

« Après trente heures d'utilisation par semaine, il faut noter, explique Gionet, que le terrain se détériore à une vitesse exponentielle. »

La solution, selon Brigitte Frot, passe obligatoirement par les terrains à surface synthétique.

Ou par l'augmentation de terrains de soccer disponibles. Le mouvement est déjà amorcé. Des 200 terrains de baseball que Montréal comptait il y a quatre ans, 35 ont

déjà été fermés. Dix-neuf terrains de mini-soccer et deux terrains de soccer ont été ajoutés. L'an dernier seulement, quatre terrains en gazon synthétique ont été créés, ce qui porte le nombre total de terrains et gazon synthétique première, deuxième et troisième génération à Montréal à douze.

« En augmentant le nombre de terrains, le temps d'utilisation de chacun diminuera forcément et la qualité de la surface de jeu offerte sera meilleure, » dit Luc Gionet.

Ce qui n'empêche pas la Ville de travailler à un projet de terrain « mixte » révolution-

naire, une idée de Gionet, qui permettra, à un coût près de cinq fois moindre, d'offrir aux jeunes des surfaces de jeu dont le temps d'utilisation sera quasiment similaire à celles recouvertes de gazon synthétique.

« Sur un terrain en gazon naturel, seule la bande du milieu subit de sérieux contrecoups. En divisant un terrain de soccer en trois lanières distinctes et en recouvrant la lanière centrale de gazon synthétique troisième génération (gazon synthétique dans lequel une épaisseur de deux pouces de granules, à caoutchouc est insérée), on arrive sensiblement aux mêmes résultats tout en diminuant passablement les coûts d'exploitation.

« Il est important d'ajouter que cette surface recouverte de gazon synthétique troisième génération imite en tous points le gazon naturel. Il n'y a donc pas de différence marquée entre les différentes surfaces de jeu. C'est à s'y méprendre. Les joueurs passent donc d'une surface de jeu à l'autre sans vraiment s'en apercevoir. »

Éclairage non inclus, il en coûte 1 400 000 \$ pour construire un terrain de soccer dont la surface est recouverte de gazon synthétique.

Avec l'arrivée sur le marché du gazon synthétique troisième génération, jumelée à l'idée de Gionet de s'en tenir à la construction de terrains « mixtes », un terrain de soccer nouvelle vague ne coûtera plus que 300 000 \$.

À Montréal toujours, cette année seulement, quatre terrains « mixtes » ont déjà été créés et contribuent, parce que moins utilisés, à améliorer la condition des terrains déjà existants.

Devant le boom que connaît actuellement le soccer partout au Québec et spécialement à Montréal, il est curieux qu'aucun entrepreneur privé n'ait encore songé, comme à Laval, à créer un centre de soccer intérieur capable d'accueillir des équipes douze mois par année et jusqu'à minuit le soir.

« Le Service des parcs de la Ville de Montréal n'y a pas encore songé et je ne crois pas que ce soit dans nos plans », conclut Gionet.

En tout cas, l'idée de construire un terrain de soccer recouvert est lancée. À n'en pas douter, la demande est là. L'argent aussi. Reste à voir qui sera le premier entrepreneur qui aura l'idée de le ramasser...

Luc Gionet occupe la fonction d'architecte paysagiste à la Ville de Montréal.

Sa spécialité, les terrains sportifs.

Sa priorité : répondre aux attentes des dizaines de milliers d'enfants qui s'adonnent au soccer.

Manque de terrains, terrains désuets et surexploités, Gionet doit faire vite et bien.

« Il existe effectivement un problème de surutilisation des terrains à Montréal. Nous sommes au courant du nouvel engouement des jeunes pour le ballon et nous travaillons à répondre aux pressants besoins. »

Terrains trop peu nombreux et terrains désuets, terrains mal éclairés ou pas éclairés, terrains bosselés, terrains raboteux et dangereux, les gens de la Fédé se comptent chanceux qu'aucune blessure sérieuse ne soit encore survenue et qu'aucune poursuite pour « négligence et irresponsabilité » ne leur soit encore parvenue.

Selon Brigitte Frot, directrice générale de la Fédération de Soccer du Québec, « les présés au terrain ne connaissent pas le soccer. Ce sont des gens de baseball. Ils éprouvent même de la difficulté à bien délimiter le terrain. Les terrains sont mal entretenus et les conditions de jeu offertes sont souvent atroces. Seulement 30 % des terrains de soccer à Montréal sont éclairés. »

Un terrain en gazon naturel ne peut « tolérer » plus de quinze heures de jeu par semaine. Après, il se détériore. Le gazon, dans les endroits stratégiques, disparaît. Mal arrosée, en période de sécheresse, la terre durcit et devient dure comme du ciment. Or, à la Ville de Montréal, la demande pour le soccer est tellement forte et l'achalandage tellement

Ils ne s'amuse pas tous...

Le mérite du soccer, c'est d'avoir compris que les tout jeunes doivent d'abord et avant tout s'amuser.

Les enfants âgés de 5, 6 et 7 ans, par exemple évoluent, comme nous l'écrivions plus tôt, sur un mini-terrain, sans arbitre, sans gardiens de but, pour le pur plaisir de courir et de taper sur un ballon.

« Le bonheur ! » comme le souligne M^{me} Josée Gravel, mère d'un fils de six ans, Frédéric.

« Quand il arrive de son match, Frédéric ne sait même pas s'il a gagné ou perdu. Je l'ai déjà vu s'arrêter de courir après le ballon parce qu'il venait d'apercevoir un pissenlit plus jaune que les autres et se pencher pour le cueillir. »

Le hic, c'est que M^{me} Gravel a une autre fille, Sébastien, neuf ans, qui lui, même à cet âge, se bute à la dure réalité du sport : gagner. Le leitmotiv de son équipe dit d'ailleurs que « l'important c'est ce qui compte et ce qui compte c'est de gagner ».

Isabel Julian, entraîneur-chef de l'équipe Élite de Concordia U14 parle un peu dans le même sens.

« Moi, je juge mes joueuses selon l'effort fourni. Et je leur dis que personne d'autre que moi n'est en mesure d'évaluer la qualité de leur jeu. Surtout pas elles, surtout pas

leurs coéquipières et encore moins leurs parents.

« L'effort, il n'y a que ça. Quand nous tirons de l'arrière dans un match, j'envoie dans la mêlée les filles qui pendant le match ont travaillé le plus fort. À efforts égaux, j'y vais forcément avec la plus talentueuse. »

Comme au hockey, le problème au soccer, c'est que les filles et les garçons, arrivés à quinze et seize ans, décrochent la plupart du temps.

Si le soccer s'interroge sur les mesures à prendre pour endiguer ce haut taux de décrochage, le hockey, lui, semble avoir trouvé la solution grâce à la formule Franc-Jeu qui bonifie autant le comportement que l'habileté démontrée au jeu. Cette formule sera d'ailleurs imposée à tous les joueurs sans exception d'ici deux ans (nous reviendrons sur le sujet dans le troisième et dernier volet de cette série, mardi).

« Sébastien participe à un camp de vacances de hockey où pour la première fois la formule Franc-Jeu est appliquée, poursuit M^{me} Gravel. Le Sébastien qui me revient de ses matches cet été en comparaison avec celui qui me revenait l'hiver dernier, déconfit d'avoir perdu ou mal joué, c'est le jour et la nuit. Moi, en tout cas, je trouve que les entraîneurs, dans quelque sport que ce soit, exercent beaucoup trop de pression sur nos jeunes ».

Nous aussi madame...

Autre sport, mêmes parents

Lundi soir dernier, au parc des Hirondelles, à Ahuntsic, les Red Devils affrontent les Panthers dans un match qui n'est pas piqué des vers.

Sur un mini-terrain, ils sont une dizaine de bouts de chou de huit et neuf ans à y aller de leurs plus beaux efforts. Une beauté. Sur un jeu comme tant d'autres, un joueur trébuche et donne face première contre le sol. L'arbitre ne sévit pas.

Sur les lignes de côté, le père du joueur en question sort de ses gonds et insulte l'arbitre pas à peu près. Des grossièretés sont lancées. Le fils de l'arbitre s'interpose. Des menaces sont proliférées. Les parents de d'autres enfants doivent intervenir pour calmer tout ce beau monde.

Une scène pathétique qui nous ramène pas à peu près à ce que nous offre malheureusement si souvent le hockey mineur.

Soccer ou hockey, les parents demeurent les mêmes.

« Il est certain que de telles scènes existent, nous dit Brigitte Fau, mais, contrairement au hockey, jamais la police n'a dû intervenir.

« À la Fédération de soccer du Québec, c'est tolérance zéro. Un joueur qui en frappe un autre est banni pour la saison et

la plupart du temps banni à vie. Les grossièretés ne sont pas tolérées. Seulement l'an dernier, 47 cas d'indiscipline nous ont été rapportés et ont tous été dûment réglés.

« La violence existe parfois, mais jamais autant qu'au hockey. Je ne me souviens pas qu'un cas de bagarre survenue sur les lignes de côté soit déjà arrivé. Le soccer est disputé à l'extérieur, c'est l'été et les gens sont d'ordinaires plus relaxes. »

Relaxes ?

Pas du tout, en tout cas.

Maudits parents.

Dans l'incident souligné plus haut, il a été intéressant d'examiner la réaction du joueur dont le père s'est conduit en gros jars.

Voir son père se comporter de la sorte devant amis et compagnons de jeu a semblé couper les jambes du petit. Gêné, presque timoré, le jeune n'a jamais été le même par la suite.

Ce n'est pas ça la vie. Hélas ! autant dans les amphithéâtres, l'hiver, qu'autour des terrains de soccer, l'été, la vie va parfois malheureusement...

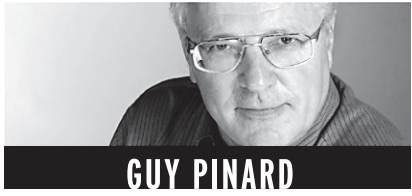


Photo ROBERT NADON, La Presse©

Du soccer douze mois par année

À Laval, trône le SportPlus. Un complexe sportif qui abrite un terrain de soccer grandeur nature et qui peut être divisé en deux ou trois mini-terrains quand les locataires sont des tout petits. De septembre à la mi-avril, le taux d'occupation est de 90 %. L'été, ça marche plutôt au ralenti. Douze par année, le complexe est ouvert à tous les jours de cinq heures du soir à minuit.

Des institutions accrochées depuis longtemps aux flancs du mont Royal



GUY PINARD

L'année 2001 marque le 125^e anniversaire du parc du Mont-Royal. Afin de souligner l'événement, *La Presse* vous propose un reportage hebdomadaire sur l'histoire de ce remarquable espace vert au coeur de la cité. Voici la septième tranche de cette série qui se poursuivra jusqu'au 8 juillet.

Depuis le milieu du XIX^e siècle, le mont Royal a exercé sur nombre d'institutions publiques un pouvoir d'attraction quasi irrésistible. Avec le résultat qu'on trouve aujourd'hui accrochés à ses flancs pas moins de deux universités, sept hôpitaux, un centre de pèlerinage unique au monde, deux monastères et 16 maisons d'enseignement.

L'université McGill lance la mode en 1839 quand l'administration de l'institution active depuis dix ans confie à l'architecte John Ostell le soin de construire le tout premier pavillon, qui perpétuera la mémoire de James McGill, donateur de la propriété connue sous le nom de Burnside située sur le flanc sud. Quatre ans plus tard, l'université déménage de ses locaux de la maison Burnside, l'ancienne résidence d'été de McGill. Une large avenue appelée McGill College (le nom usuel de l'institution jusqu'en 1889) débouche sur le campus universitaire.

L'université de Montréal mettra près d'un siècle avant de succomber aux charmes du mont Royal. Créée en 1876 à titre de succursale de l'université Laval de Québec et autonome depuis 1919, l'institution loge rue Saint-Denis, entre les rues Sainte-Catherine et Dorchester (actuel boulevard René-Levesque), quand elle déménage sur le flanc nord de la montagne. Les travaux commencent en juin 1928, et l'inauguration officielle a lieu 15 ans plus tard à cause de la Deuxième Guerre mondiale. On doit cet édifice Art déco à Ernest Cormier, un architecte de réputation internationale. Sa tour s'élève à 82,3m au-dessus de l'entrée principale, et à 224,6m au-dessus du niveau de la mer.

Les hôpitaux

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les grands hôpitaux montréalais se trouvent à proximité de la population, dans ce qu'on appelle aujourd'hui le Vieux-Montréal. C'est le cas de l'Hôtel-Dieu, le premier hôpital à venir s'ins-



La lanterne de la coupole de l'oratoire Saint-Joseph culmine à 260,9m au-dessus du niveau de la mer. C'est le point le plus élevé de Montréal, sauf pour la tour de diffusion de Radio-Canada.



Le bâtiment principal de McGill, oeuvre de l'architecte John Ostell.

taller à flanc de montagne. Fondé par Jeanne Mance, l'Hôtel-Dieu est le plus vieil hôpital de Montréal puisqu'il ouvre ses portes rue Saint-Joseph, un peu au nord de la rue Saint-Paul, en 1644, deux ans après la fondation de Ville-Marie. Trois fois incendié et à chaque fois reconstruit, l'Hôtel-Dieu demeure dans le Vieux-Montréal jusqu'en 1861. Deux ans plus tôt, les religieuses hospitalières de Saint-Joseph avaient confié à l'architecte Victor Bourgeois le mandat de construire un nouvel hôpital avenue des Pins, à l'angle de la rue Saint-Urbain.

Un deuxième hôpital, l'Hôpital général de Montréal, est fondé en 1693 par Jean-François Charon à proximité de la pointe à Callière. Situé rue Normand, au sud de la place d'Youville, cet édifice abrite aujourd'hui l'Institut des



À cause de son style baronnial écossais, l'hôpital Royal-Victoria forme un ensemble remarquable au plan architectural.

soeurs de la Charité de Montréal, mieux connues sous le nom de «Soeurs Grises». Mais l'hôpital n'a rien à voir avec le Montreal General Hospital, installé à flanc de montagne en 1956 (après deux années de construction). Cet hôpital était jadis situé à l'angle des rues Atwater et Dorchester, dans l'édifice abritant l'Hôpital de Montréal pour enfants.

L'hôpital le plus envahissant pour la montagne s'avère sans contredit l'hôpital Royal Victoria. Construit de 1891 à 1893 (pour les premiers bâtiments) selon des plans de l'architecte Saxon Snell, ce remarquable ensemble est grandement influencé par le style baronnial écossais avec ses tours d'angle, ses mâchicoulis, ses parapets à créneaux, ses échauguettes, ses oriels et ses pignons à redents. À voir sans faute.

Quatre autres hôpitaux occupent les flancs du mont Royal. Ce sont l'hôpital des Shriners (1925), l'Hôpital général juif (1929), l'hôpital St. Mary's (1934) et l'hôpital Sainte-Justine (1957).

Les institutions

Le couvent Villa Maria devient en 1854 la toute première maison d'enseignement non universitaire à s'installer sur le mont Royal, à la limite ouest de sa zone d'influence. La congrégation de Notre-Dame s'installe alors dans la maison de James Monk, construite 43 ans plus tôt. Dessinée par l'architecte Victor Bourgeois, la première aile conventuelle est bâtie en 1855 et 1856, et elle sera suivie, en 1869 et 1870, d'une deuxième, de style Second Empire due à l'architecte Maurice Perrault. D'autres s'ajouteront plus tard.

L'ensemble institutionnel le plus important au plan historique appartient aux sulpiciens et se trouve en bordure de la rue Sherbrooke. Les sulpiciens, nommés seigneurs de l'île de Montréal en 1663, construisent un premier fort de bois en 1676, avant de le remplacer par un fort de pierre en 1686. Le but du fort de la Montagne (ainsi qu'on l'appelait): évangéliser et éduquer les Amérindiens. Deux des quatre tours du fort ont résisté jusqu'à ce jour.

Outre ces deux tours, l'ensemble comprend aujourd'hui deux bâtiments majeurs: le grand séminaire d'origine, construit entre 1855 et 1857 selon des plans de John Ostell, et le collège de Montréal, bâti entre 1868 et 1871 par Henri-Maurice Perrault pour accueillir le collège fondé en 1767 à Longue-Pointe et déménagé dans le Vieux-Montréal en 1773. Ces deux édifices forment un ensemble de style Second Empire intéressant à regarder. En 1894, les sulpiciens inaugurent le séminaire de philosophie, en bordure du chemin de la Côte-des-Neiges.

Parmi les autres édifices conventuels de la montagne, mentionnons le couvent des soeurs de l'Immaculée-Conception (1867), le collège Notre-Dame (1881-1882), l'académie Strath-Dame (1898), le monastère des soeurs du Précieux-Sang (1902), le pensionnat du Saint-Nom-de-Marie (1903-1905), le couvent des soeurs de Marie-Réparatrice (1912), la maison-mère de soeurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie (1923-1925), l'Institut pédagogique des dames de la Congrégation (1925), le collège Jean-de-Brébeuf (1928), le pensionnat Notre-Dame-de-Sainte-Croix (1928), la Faculté des sciences de l'éducation (1958 en ce qui a trait à l'édifice), l'École polytechnique (1958), la salle Claude-Champagne (1964), et l'École des hautes études commerciales (rue Decelles en 1970, et chemin de la Côte-Sainte-Catherine en 1996).

Un lieu de prière

On ne saurait terminer cet article sans dire quelques mots au sujet de l'institution montréalaise la plus renommée au monde, l'oratoire Saint-Joseph. Tout commence par la construction de la première chapelle du frère André en 1904. Sa dévotion envers saint Joseph et le culte qu'on voue au saint frère aux quatre coins du monde devaient inévitablement déboucher sur la construction de l'oratoire Saint-Joseph. Les travaux commencés en 1924 ne sont complétés qu'en 1975, et voilà qu'on parle déjà de nouveaux travaux. Pour les amis du mont Royal, l'oratoire offre un point d'intérêt additionnel. En effet, la lanterne de la coupole culmine à 154,2m du niveau de la rue, et à 260,9m au-dessus du niveau de la mer. À ce titre, c'est le point le plus élevé de Montréal, à l'exception du sommet de la tour de diffusion de Radio-Canada.

Des bijoux architecturaux à protéger pour la postérité

GUY PINARD

Dinu Bumbaru ne s'en cache pas, bien au contraire! Depuis 1982, il grimpe aux créneaux dès qu'il sent un de ses «protégés» menacés de démolition. Grâce à ses 20 ans de luttes incessantes sans jamais dévier de son cap, il forme avec Phyllis Lambert, du Centre canadien d'architecture, une ligne de défense redoutable pour tous ceux qui osent s'attaquer aux bijoux architecturaux du territoire montréalais. Ils ne gagnent pas toutes les batailles, mais au moins ils font entendre leurs voix qui parfois réveillent des consciences avant qu'il ne soit trop tard.

J'ai récemment passé trois heures avec M. Bumbaru avec un objectif bien précis: déterminer à l'intérieur du périmètre du mont Royal, une douzaine de maisons qu'il faudra à tout prix protéger de la démolition à cause de leur exubérance architecturale, de leur signification historique, ou du caractère exclusif de leur style dans l'inventaire des grandes résidences d'antan en territoire montréalais. Le lecteur comprendra qu'il s'agit d'un échantillon très limité, et que les édifices à protéger se comptent en fait par centaines.

Notre tournée commence à la maison James Ross (1892), au 3644, rue Peel, utilisée par la Faculté de droit de l'université McGill. M. Bumbaru la suggère d'abord pour la richesse de son architecture signée Bruce Price, mais aussi parce qu'on a pu conserver tout autour les pelouses qui rappellent les grands jardins symboliques d'une époque révolue, agrémentés d'une collection d'arbres exotiques. En plein coeur du Mille carré doré (Golden Square Mile), difficile de trouver un plus bel exemple de l'art de vivre des riches d'antan.

Au sommet de la rue Peel, surgit l'imposant Ravenscrag. Cette maison de 70 pièces de style Renaissance italienne a été dessinée par l'architecte Victor Roy pour Sir Hugh Allan, le plus riche et le plus influent des Canadiens

de son époque. La maison date de 1861, et l'agrandissement de 1889. Même si le grand domaine empiète sur le territoire du mont Royal, il ne viendrait jamais à l'esprit de Dinu Bumbaru d'exiger la démolition de cette maison utilisée depuis 1944 à titre d'aile psychiatrique de l'hôpital Royal Victoria. M. Bumbaru aime la proposer parce qu'elle a conservé son environnement d'antan avec l'inoubliable écurie de 1898 (à voir sans faute), la grille d'entrée et la loge du portier au 835, avenue des Pins.

De biais avec le Ravenscrag, au 1110, avenue des Pins, se trouve la maison Lady Meredith. Habilement restaurée après un terrible incendie, cette maison de brique rouge vaut la peine d'être mentionnée parce qu'elle rappelle l'époque des terrasses en terrasse, ce qu'on peut vérifier à l'arrière de la maison où se trouvent les écuries recrées en résidences pour étudiants.

Une petite marche

À quelques dizaines de mètres de là, au 1418, avenue des Pins, on remarque la maison Cormier, habitée par le célèbre architecte Ernest Cor-

mier et par Pierre Elliot Trudeau lors de son décès. Cette maison de style Art déco se démarque par l'épure de ses lignes et son revêtement en pierre artificielle. Caractéristique importante: cette maison et son contenu sont classés «monument historique».

Plus loin apparaît la rue Steyning, et tout au haut surgit la résidence O'Connell datant de 1928, elle aussi de style néo-Renaissance italienne, construite en deux temps (1913-1914 et 1926-28) à cause du décès de son premier propriétaire, Jeffrey Hale Burland. On remarquera plus particulièrement son jardin d'hiver en verre arrondi et son toit en terre cuite. Avenue Cedar, au 1518, se trouvent les écuries de cette immense domaine que démarque encore la clôture en fer forgé, malgré le lotissement.

De style «gothic cottage» populaire en Angleterre, la maison Furness ou Trafalgar Lodge, située au 3021-25, avenue Trafalgar, est unique à plus d'un égard grâce à l'architecte John George Howard, qui l'a construite en 1848. Notez ses fenêtres descendant jusqu'au sol, la moulure en pierre qui sépare les fondations du

parement, les linteaux avec larmier, les cheminées en quinconce, la frise en bois ouvré et la rosace qui surmonte la porte d'entrée principale.

La maison Charles Allan Smart, au 14, rue Sunnyside, à Westmount, témoigne d'une grande opulence. Bâtie en 1910 par les architectes Ross et Macfarlane, elle a été agrandie par Nobbs et Hyde de 1920 à 1922, afin d'ajouter la résidence des domestiques reliée au bâtiment principal par un corridor au-dessus de la porte cochère, couronnée par une sculpture amusante. La remarquable grille date de 1920.

La maison Monk Bretton, au 90, Summit Circle, date de 1934 et fut dessinée par les architectes A. Leslie Perry et Morley C. Luke pour Gerald W. Birks. On la retient parce qu'elle reprend l'architecture québécoise. Ses murs coupe-feu surmontés de cheminées, son parement de moellons de pierre noyés dans le mortier et ses fenêtres à petits carreaux font un peu penser aux bretonnes d'antan.

Et nous voilà devant la villa Terra Nova, au 4300, chemin Queen Mary.



Quand Sir Hugh Allan a fait construire le Ravenscrag, il était l'homme d'affaires le plus riche et le plus influent du Canada.

Même si les récentes rénovations l'ont privé de son âme d'antan, cette maison conserve son importance, dit Dinu Bumbaru, parce qu'elle rappelle qu'au moment de sa construction, en 1848, par l'architecte George Browne pour John Molson fils, c'était une villa de villégiature pour les Molson.

L'espace nous manque malheureusement pour traduire l'enthousiasme des propos de Dinu Bumbaru quand il entreprend une tournée de la sorte.

Il nous parlera par exemple de la maison Fendall, au 5333, avenue Decelles, justement menacée de démolition pour faire place à une conciergerie.

Quand il nous entraîne au 21, avenue Roskilde, à Outremont, c'est pour nous faire apprécier la beauté de la maison Burton St. John mais aussi pour nous montrer l'un des rares ruisseaux de la montagne qui ne soit pas canalisé, et qui traverse le parc Oakwood jouxtant la maison. Puis il nous mène avenue Maplewood, toujours à Outremont, pour nous montrer les maisons victoriennes, plus anonymes, mais tout aussi importantes puisqu'elles commentent des périodes plus anciennes de l'urbanisation d'Outremont.

Et notre petite excursion se terminera devant la maison LouisTancrède Bouthillier, au 221-223, avenue McDougall, une des plus vieilles maisons d'Outremont puisqu'elle a été bâtie entre 1837 et 1840.

Une autre journée bien remplie pour Dinu Bumbaru.



Dimanche prochain: le mont Royal et ses chimères.

NOTRE DOSSIER
AUTRES TEXTES SUR LE SUJET

www.cyberpresse.ca/mont-royal

Correction: dimanche dernier, j'ai par inadvertance — où avais-je la tête — écrit que l'affaire Guibord s'est déroulée sous le règne de Mgr Paul Bruchési. Il s'agissait plutôt de Mgr Ignace Bourget. Mille excuses.

La Cité interdite de Pékin se donne aux «Trois Ténors»

Agence France-Presse

PÉKIN — La Cité interdite de Pékin s'est offerte hier aux «Trois ténors», Luciano Pavarotti, Placido Domingo et Jose Carreras, lors d'un concert destiné à soutenir la candidature de la capitale chinoise aux Jeux olympiques de 2008, mais placé sous haute surveillance.

Près de 30 000 personnes ont assisté à cette opération de prestige, sous le regard de milliers de policiers soucieux d'éviter tout incident pouvant mettre en doute la capacité de la Chine à organiser de grands événements de portée internationale.

Mais juste avant le début du spectacle, la police a brutalement interpellé un manifestant isolé à proximité de l'ancien palais impérial. Un journaliste de l'AFP qui avait photographié l'incident a été brutalisé par cinq policiers qui l'ont détenu pendant 40 minutes, l'empêchant de couvrir le début du concert.

Les accès aux gradins étaient étroitement contrôlés, les spectateurs devant passer sous des portiques électroniques avant d'être fouillés.

Le régime communiste redoutait que d'éventuels manifestants profitent de l'événement pour dénoncer les violations des droits de l'Homme en Chine, à trois semaines du choix de la ville qui organisera les JO de 2008, pour lesquels Pékin est en concurrence avec Paris et Toronto.

Les ténors se sont prononcés jeudi lors d'une conférence de presse en faveur de l'attribution des JO à Pékin, mais se sont gardés de toute allusion à la candidature chinoise lors du concert.

Le concert a coïncidé avec la « Journée internationale olympique » et s'est déroulé une semaine avant le 80^{ème} anniversaire du Parti communiste chinois (PCC), un événement

qui fait l'objet d'une propagande intense dans les médias officiels depuis plusieurs semaines.

Dans ce cadre mythique, l'Italien Pavarotti et ses deux partenaires espagnols ont été accompagnés par un orchestre et 200 choristes chinois, ainsi que par trois sopranos, Yao Hong, Wang Xia et Ma Mei, qui leur ont donné la réplique sur « Libiamo » (La Traviata).

Mais le récital n'a pas vraiment soulevé l'enthousiasme des Chinois, souvent imperméables à l'opéra occidental. Les applaudissements ne se sont faits plus nourris que pour les rappels : « O sole mio » et « La donna e mobile » (Rigoletto).

Les 30 000 places vendues par les organisateurs entre 60 et 2000 \$ étaient loin d'être toutes occupées et certaines se sont encore vidées à l'entracte.

« Beaucoup de Chinois ne comprennent pas l'opéra. La musique est trop difficile, même si le chant est sous-titré », reconnaît Feng Huamei, une jeune femme d'une trentaine d'années qui assistait à un concert de musique classique pour la première fois de sa vie, avec une place à 1000 \$.

Malgré le prix du billet, il lui était impossible de voir le visage des chanteurs autrement que les deux écrans géants installés de part et d'autre de la scène, distante d'environ 150 m. Mais peu de Chinois semblaient avoir payé leur place.

Aux entrées, le marché noir battait son plein, des bénéficiaires de billets gratuits tentant de les revendre dix fois moins cher aux occidentaux de passage.

Le prix des places a fait grincer des dents, y compris dans la presse officielle, dans un pays où près d'un cinquième de la population vit avec moins d'un dollar par jour.



Deux des «Trois Ténors», Luciano Pavarotti (à droite) et Placido Domingo et Jose Carreras, lors d'un concert destiné à soutenir la candidature de la capitale chinoise aux Jeux olympiques de 2008.

Photo AP

EN BREF

Collier de 2,4 millions de dollars volé

UN COLLIER estimé à 12 millions de francs (2,4 millions de dollars) a été dérobé hier matin lors du braquage d'une bijouterie de grand luxe de la Croisette à Cannes, a-t-on appris de source policière. Aux alentours de midi, quatre individus, qui circulaient à bord d'une voiture volée, sont arrivés devant la boutique du bijoutier Alexandre Reza. Un des voleurs, qui portait une casquette, agissait à visage découvert et n'était pas armé, est entré et a asséné un coup de masse en fer sur l'une des cinq vitrines de la bijouterie, a-t-on précisé de même source. Après avoir brisé la partie haute de la vitrine, il a réussi à passer sa main derrière la plaque de protection et s'est emparé d'un collier composé de plusieurs diamants et rubis, d'un total de 120 carats. Les quatre voleurs ont réussi à prendre la fuite à bord de la voiture volée qui a été retrouvée quelques temps après dans le centre-ville de Cannes.

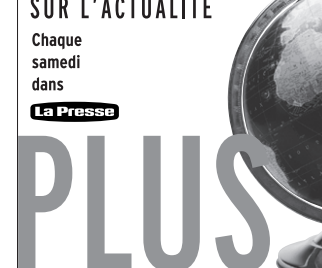
Airbus à parité avec Boeing

AIRBUS, qui termine le Salon du Bourget avec 155 avions vendus, contre seulement trois pour Boeing, fait désormais jeu égal avec son concurrent américain, estime le PDG du constructeur européen, Noël Forgeard, dans un entretien publié par *Le Monde* daté de dimanche-lundi. « Je crois que ce niveau de commandes exceptionnel par rapport à Boeing a un sens. Il signifie qu'Airbus est durablement installé à parité avec Boeing », souligne M. Forgeard, ajoutant qu'après avoir fait jeu égal depuis 1998, l'avionneur européen pourrait bien finir 2001 « au-dessus ». Le PDG d'Airbus, qui table sur une parité « à long terme », explique le succès de son groupe par une meilleure définition de son métier : « Nous nous concentrons sur le développement des avions commerciaux civils. Ce n'est pas du tout le cas pour Boeing, qui souffre d'une érosion de son identité », observe-t-il. Pour Noël Forgeard, qui considère que « la vraie concurrence n'est pas entre Boeing et Airbus, mais entre Boeing et EADS », la holding de contrôle du groupe européen, les perspectives financières sont bonnes, d'autant que le financement du super-jumbo A380 est « bien assuré ».

PLUS PRÈS DE VOUS



POUR FAIRE LE POINT SUR L'ACTUALITÉ



CICATRICE CHIRURGICALE ÉTUDE DE RECHERCHE CLINIQUE

Avez-vous récemment subi une chirurgie abdominale ou à cœur ouvert? Vous pourriez être éligible à une étude clinique présentant menée par un dermatologue de votre région.

Une étude est en cours afin d'évaluer l'effet d'une crème sur la réduction du tissu cicatriciel. Si vous avez subi une chirurgie abdominale (ex. : hystérectomie, césarienne, chirurgie gastro-intestinale) ou à cœur ouvert dans les derniers 90 jours et qu'une cicatrice rouge, à l'aspect noueux, épaisse, douloureuse, et/ou accompagnée de démangeaisons se développe, nous vous invitons à participer à notre étude.

Pour plus de renseignements, veuillez appeler une infirmière de la compagnie **Integrated Research Inc. au : 1 800 461-7546**

4 JOURS! Supersolde Jeu • ven • sam • dim

Nos acheteurs ont brisé tous les records! Nos magasins et notre entrepôt principal débordent littéralement et nous devons faire notre plus grand solda à ce jour! Plus de 10 000 000 \$ d'articles cadeaux et d'articles ménagers à liquider? Profitez-en!

Ensemble à sauté antiadhésif 3 pièces \$29.99 FAITES VITE \$9.99

Service de vaisselle pour 8 \$129 \$49.99 PRIX IMBATABLE

Coutellerie 72 pièces en acier inox 18/10 Design Solingen Service pour 12 avec coffret de luxe \$459 \$99.99

Patio acrylics Verre High Ball ou Old Fashion \$1.99 Cour. \$7.99

Design italien Ens. à pâtes 5 pces \$14.99 Cour. \$59.99

Bols et assiettes à fruits en verre gauré \$15.99 Cour. \$39.99

Panier à pique-nique avec service 16 pièces \$19.99 Cour. \$79.99

BENIX & CO. 7335 Boul. DÉCARIE Angle Jean Talon Metro Namur

3213 AUTOROUTE 440 Chomedey, Laval, en face du Carrefour Laval à côté de Yellow Plus

IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ

Faites vite pour profiter du meilleur choix. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

Lun.-mer. 10 h à 18 h - Jeu.-ven. 10 h à 21 h - Sam. 9 h à 17 h - Dim. 10 h à 17 h

L'ÉTÉ HYUNDAI C'EST... COOL!

SONATA GL V6 FINANCEMENT 0% DISPONIBLE JUSQU'À 48 MOIS

SONATA GL À PARTIR DE 229\$* PAR MOIS / 48 MOIS PDSF 20 495 \$

SONATA GL FINANCEMENT 0% DISPONIBLE JUSQU'À 36 MOIS

XG300 FINANCEMENT 2,8% DISPONIBLE JUSQU'À 48 MOIS

À PARTIR DE 365\$** PAR MOIS / 48 MOIS PDSF 31 995 \$

DE SÉRIE :

- MOTEUR 16 SOUPAPES DE 2,4 LITRES
- CLIMATISEUR SANS CFC
- TRANSMISSION AUTOMATIQUE ÉLECTRONIQUE À 4 RAPPORTS
- RADIO STÉRÉO AM/FM/CD ET 6 HAUT-PARLEURS
- DEUX COUSSINS GONFLABLES (PUISSANCE DE DÉPLOIEMENT RÉDUITE)
- GLACES ET VERROUILLAGE ÉLECTRIQUES
- ET BEAUCOUP PLUS!

DE SÉRIE :

- MOTEUR V6 DE 2,5 LITRES
- FREINS À DISQUE ASSISTÉS AUX 4 ROUES
- PHARES ANTIBROUILLARDS
- ROUES DE 15 PO EN ALLIAGE

DE SÉRIE :

- MOTEUR V6 DE 3 LITRES
- TRANSMISSION AUTOMATIQUE À 5 RAPPORTS AVEC MODE SHIFTRONIC
- FREINS ANTIBLOCCAGE ABS
- ANTIPATINAGE
- DEUX COUSSINS GONFLABLES FRONTAUX ET LATÉRAUX (PUISSANCE DE DÉPLOIEMENT RÉDUITE)
- SELLERIE EN CUIR
- TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE
- RADIO STÉRÉO AM/FM/CD ET 6 HAUT-PARLEURS
- RÉGLAGE AUTOMATIQUE DE LA TEMPÉRATURE
- RÉGULATEUR DE VITESSE
- GLACES, VERROUILLAGE ET RÉTROVISEURS DÉGIVRANTS À COMMANDES ÉLECTRIQUES
- ET BEAUCOUP PLUS!

GARANTIE 5 ANS

L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km (éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard) Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photos à titre indicatif seulement. *Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA GL 2001 à partir de 229 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 10 992 \$: 1 995 \$ comptant, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois SONATA GL, V6 48 mois. **Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la XG300 2001 à partir de 365 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 17 520 \$: 4 495 \$ comptant, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 2,8 % jusqu'à 48 mois. En sus, frais administratifs de 350 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2001. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 29 juin 2001.

LES PARTENAIRES HYUNDAI

HYUNDAI UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

MONDE

Proche-Orient : intenses efforts pour sauver la trêve

SAKHER ABOU EL-OUN
Agence France-Presse

GAZA — Le cessez-le-feu israélo-palestinien semblait de plus en plus fragile hier avec la mort d'un Palestinien qui s'apprêtait à commettre un attentat anti-israélien, alors que d'intenses efforts diplomatiques étaient déployés pour tenter de sauver la trêve.

Mohannad Souidane, 22 ans, allait perpétrer un attentat anti-israélien dans le centre de la bande de Gaza lorsqu'il a été tué par des soldats israéliens, selon le principal mouvement islamiste palestinien, le Hamas qui a précisé qu'il était membre de sa branche armée les Brigades Ezzedine al-Qassam.

L'armée israélienne a de son côté affirmé avoir « empêché dans la nuit (de vendredi à hier) une tentative d'infiltration en Israël d'un commando de trois terroristes au nord du terminal routier de Kisoufim, dans la bande de Gaza, capturant deux d'entre eux et tuant le troisième ».

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 13 juin, huit Palestiniens et six Israéliens ont été tués. Au total, 623 personnes ont été tuées depuis le début de l'intifada, le 28 septembre : 488 Palestiniens, 116 Israéliens, 13 Arabes israéliens et six Européens.

C'est sur ce fond de violence persistante que l'envoyé spécial américain William Burns, qui prépare la visite au Proche-Orient la semaine prochaine du secrétaire d'État américain Colin Powell, a rencontré le président palestinien Yasser Arafat, à Ramallah (Cisjordanie).

À l'issue de la rencontre, M.

Burns a déclaré qu'il n'y avait « pas de solution militaire » au conflit israélo-palestinien. « C'est seulement par le biais du processus politique que la sécurité peut être rétablie et les gens peuvent revenir à une vie normale », a-t-il affirmé.

Selon M. Burns, il a réitéré à M. Arafat « l'engagement des États-Unis vis-à-vis de l'application du rapport Mitchell (et) l'importance que l'administration américaine attache au respect par les deux parties de leurs obligations sécuritaires ».

Le responsable américain devait ensuite rencontrer le président du Conseil législatif (Parlement) palestinien Ahmad Qoreï, le ministre de l'Information Yasser Abed Rabbo et le négociateur Saëb Erakat, selon des sources palestiniennes.

M. Arafat avait déjà reçu vendredi le haut responsable de l'Union européenne pour la politique étrangère Javier Solana devant

lequel il avait affirmé faire le maximum pour appliquer le cessez-le-feu.

Le rapport de la commission présidée par l'ancien sénateur américain George Mitchell préconise un arrêt des violences, puis une période d'accalmie suivie de mesures destinées à rétablir la confiance entre les deux parties, dont le gel de la colonisation israélienne, et enfin une reprise des négociations pour un règlement définitif.

Signe d'une tentative d'apaisement de l'Autorité palestinienne, un haut responsable de la sécurité palestinienne a annoncé l'arrestation ces derniers jours d'activistes palestiniens pour violation du cessez-le-feu et la saisie d'obus de mortier.

Selon la presse israélienne, le plan de cessez-le-feu élaboré par le directeur de la CIA George Tenet qui a abouti à cette trêve demande aux Palestiniens d'arrêter, interroger et emprisonner les membres

d'organisations palestiniennes radicales accusés par Israël d'implication dans des attentats terroristes.

La violence a cependant continué sur le terrain, cinq Palestiniens au moins ayant été blessés près de Ramallah (Cisjordanie) lorsque des soldats israéliens ont tiré des balles caoutchoutées pour disperser des manifestants qui protestaient contre l'incendie d'oliveraies par des colons.

Le Hamas a organisé quant à lui des funérailles symboliques pour un de ses membres auteur vendredi du premier attentat suicide depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu qui a tué deux soldats israéliens dans la bande de Gaza.

Face à la recrudescence de la violence, le Haut Conseil de sécurité nationale palestinien s'est réuni en session extraordinaire hier à Gaza pour « discuter de la situation sur le terrain et de l'application du cessez-le-feu », a indiqué un responsable palestinien.

EXPRESS INTERNATIONAL

Skopje | Bombes en banlieue

UTILISANT des chars et des hélicoptères de combat, les forces macédoniennes ont tiré hier des obus de mortier sur une banlieue de Skopje contrôlée par les insurgés albanophones, poursuivant leur offensive malgré les appels occidentaux à l'arrêt des combats et à la recherche d'une solution politique. Le haut représentant de l'Union européenne pour la sécurité et les affaires étrangères, Javier Solana, est revenu hier à Skopje. Il s'est empressé d'aller rencontrer les responsables politiques macédoniens pour tenter de rétablir le cessez-le-feu et de relancer les négociations. — d'après AP

Nigeria | Milliers de réfugiés

PLUSIEURS dizaines de milliers de personnes ont fui les violences ethniques qui se sont déroulées au cours des dix derniers jours dans le centre du Nigeria suite au meurtre d'un chef traditionnel, ont déclaré hier des témoins et des responsables de camps de déplacés. Plus de 22 000 personnes avaient été recensées hier matin dans deux des quatre camps mis en place au cours des derniers jours par les autorités de l'État de Benue. Dans un camp situé dans le village de Daudu, dans la région de Guma, à quelque 20 kilomètres au nord de Makurdi, la capitale de l'État de Benue, les responsables ont indiqué à un journaliste de l'AFP avoir recensé plus de 17 000 personnes déplacées, ajoutant que les réfugiés continuaient d'arriver par centaines. — d'après AFP

France-Taiwan | Dossier chaud

La justice française s'est décidée à se pencher sur un des dossiers de corruption les plus explosifs de l'histoire récente en France, où se mêlent les plus grands noms de la politique et des affaires. Une information judiciaire a été ouverte vendredi à Paris pour tenter de découvrir qui a profité illégalement de la vente en 1991 par la compagnie alors nationalisée Thomson de six frégates ultra-modernes à Taiwan pour la somme de 16 milliards de francs (aujourd'hui, 3 milliards \$ CAN). « Frégates : La justice française s'y met », titrait hier le quotidien de gauche *Libération*, tandis que le journal populaire *Le Parisien* annonçait une « nouvelle enquête sur le magot des frégates ». — d'après AFP

Ex-RDA | Soutien de Berlin

LES ÉTATS RÉGIONAUX allemands (Laender) sont parvenus hier à un accord avec le chancelier Gerhard Schröder sur le prolongement du « pacte de solidarité » de soutien financier à l'ex-RDA, s'entendant sur une aide de 156,5 milliards d'euros entre 2005 et 2020. L'annonce de cet accord, faite lors d'une conférence de presse par le chancelier Schröder et le ministre des Finances Hans Eichel, met un terme à des semaines de négociations féroces entre l'État fédéral, les Laender d'Allemagne de l'Est, bénéficiaires des aides, et ceux de l'Ouest peu enclins à continuer à mettre la main au portefeuille pour combler le retard économique des premiers. En obtenant un accord unanime des gouvernements des seize États régionaux, le chancelier social-démocrate a une nouvelle fois réussi un tour de maître, en obtenant l'assentiment de ses pires ennemis politiques. — d'après AFP



Manifestation silencieuse hier de quelque 5000 personnes, à Strasbourg, en France, au terme du premier congrès mondial voué à l'abolition de la peine de mort sur la planète. À l'avant-plan, Erbas Dogan, du parti kurde PPK, Bianca Jagger, du bureau de direction d'Amnistie internationale, et l'ex-détenu Kerry Max Cook, qui a passé 22 ans de sa vie dans un couloir de la mort au Texas, avant d'être libéré.

Une marche silencieuse conclut le congrès contre la peine de mort

ARNAUD BOUVIER
Agence France-Presse

STRASBOURG — Le premier congrès mondial contre la peine de mort, qui a réuni pendant trois jours à Strasbourg militants abolitionnistes et responsables politiques, s'est achevé hier par une marche silencieuse de plusieurs milliers de personnes contre le châtiment suprême, avec à leur tête d'anciens condamnés à la peine capitale.

L'Américain Kerry Max Cook, qui a passé 22 ans dans les couloirs de la mort texans avant d'être innocenté, ouvrait la marche en compagnie de Philippe Maurice, le dernier condamné à mort français (grâcié par le président François Mitterrand en 1981), et de la Libanaise Antoinette Chahine, condamnée à la peine capitale dans son pays en 1997 et innocentée en 1999.

Après la manifestation, les débats se sont poursuivis pour quelques heures encore, notamment autour du sort de Mumia Abu-Jamal, journaliste noir américain condamné à mort pour le meurtre d'un policier en 1981.

Hier, le député européen et président de SOS Racisme Fodé Sylla a remis un « passeport de la liberté » pour Mumia Abu-Jamal à la militante américaine des droits de l'homme Angela Davis.

La partie solennelle du congrès s'était achevée vendredi par l'adoption d'une « déclaration finale » signée par les présidents de 12 ONG abolitionnistes, et dans laquelle ils appelaient les États du monde à faire adopter par les Nations unies un moratoire des exécutions, préalable à l'abolition définitive.

Vendredi, les présidents de 18 parlements

dans le monde avaient également lancé la mobilisation générale contre le châtiment suprême, en signant un appel solennel pour un moratoire des exécutions.

« C'est la première fois qu'on réunissait ainsi dans un même lieu militants associatifs et responsables politiques. C'est un signe fort que nous avons adressé aux États qui exécutent encore », s'est félicité hier le président d'Ensemble contre la peine de mort, Michel Taube.

M. Taube a par ailleurs indiqué que les associations ayant participé au congrès étaient convenues de se regrouper prochainement au sein d'une « coordination des ONG abolitionnistes du monde », et que les avocats présents à Strasbourg s'étaient engagés à faire campagne dans leurs pays respectifs pour que de grands cabinets d'avocats prennent en charge des condamnés à mort à titre gratuit.

Les congressistes ont été également très émus par les témoignages d'anciens condamnés aujourd'hui innocentés, comme le Japonais Sakae Menda, 76 ans, innocenté et libéré après avoir passé 34 années en prison au Japon.

Avec les États-Unis, le Japon a compté parmi les pays les plus vivement critiqués : le président de l'Assemblée nationale française Raymond Forni a ainsi estimé que ces deux États, qui persistent à appliquer la peine de mort, n'avaient pas leur place comme pays observateurs au Conseil de l'Europe.

La peine de mort, abolie de droit ou de fait dans 109 pays sur 195, est en recul constant dans le monde, une trentaine de pays y ayant renoncé depuis 1990

Ben Laden met les É.-U. sur le qui-vive

PATRICK ANIDJAR
Agence France-Presse

WASHINGTON — Les États-Unis étaient sur le qui-vive hier, après avoir décrété la veille une alerte générale face à d'éventuels attentats contre des intérêts américains dans le monde.

Selon la chaîne de télévision satellitaire arabe Middle East Broadcasting Center (MBC) diffusée hier à Dubai, les combattants du terroriste présumé Oussama ben Laden se préparent à frapper des intérêts américains et israéliens.

« J'ai rencontré ces derniers jours ben Laden près de Kandahar (Afghanistan) et ses principaux partisans ont affirmé en sa présence que les deux prochaines semaines verront une grande surprise. Ce sera une frappe dure contre les intérêts américains et israéliens dans le monde », a affirmé le correspondant de la MBC, Biker Al-Atyani.

« Les combattants de ben Laden sont en état d'alerte », a ajouté le correspondant de la MBC, affirmant avoir été entouré de « mesures de sécurité draconiennes » lorsqu'il a été conduit sur les lieux de la rencontre.

« Je n'ai pas été autorisé à filmer mais seulement à enregistrer les entretiens », a-t-il ajouté. Cet enregistrement n'a pas été diffusé hier par la MBC.

À Jérusalem, un officier israélien a mis en garde hier son pays contre un éventuel attentat terroriste d'Oussama Ben Laden. « Il (Ben Laden) a déjà essayé de venir ici, il l'essaiera, et il pourrait bien y arriver », a affirmé à la deuxième chaîne de télévision israélienne le général Amos Malka, chef du renseignement militaire.

Depuis vendredi, les forces américaines dans le Golfe ont été placées en état d'alerte maximale.

Selon un responsable militaire américain les États-Unis ont, par mesure de précaution, fait appareiller six bâtiments à partir d'un port non identifié de la région, mais les autorités sont restées peu disertes sur les mouvements de la flotte américaine.

« Nous ne parlons pas des déplacements de notre flotte pour des raisons de sécurité », a déclaré à l'AFP le commandant Dawn Cutler, l'une des porte-parole du Pentagone.

Celle-ci s'est également refusée à faire tout commentaire concernant les menaces terroristes qui ont motivé l'émission de cet ordre de lever l'ancre.

La flotte américaine dans le Golfe compte une vingtaine de bâtiments, selon des sources militaires.

Une manœuvre militaire du Corps des Marines, prévue en fin de semaine dans le golfe d'Aqaba (mer Rouge), aurait également été annulée en Jordanie à la suite des menaces d'attentats.

« La menace est jugée crédible et indique que quelque chose pourrait intervenir prochainement », avait-on indiqué de sources officielles américaines.

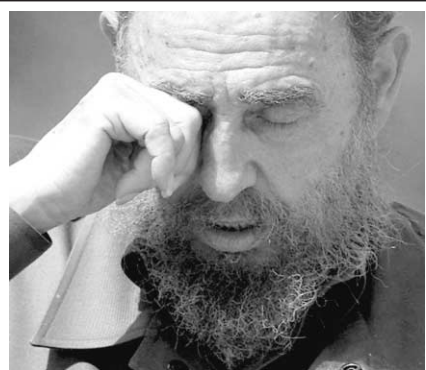
Selon la presse américaine, l'ordre d'appareiller a été donné par le général Tommy Franks, qui commande les forces américaines dans la région.

Ces mesures ont été prises 24 heures après l'inculpation aux États-Unis de 13 ressortissants saoudiens et d'un Libanais dans l'attentat de Dahan de 1996 qui avait fait 19 morts et 372 blessés parmi les forces américaines basées en Arabie saoudite.

Ces accusations ont mis en cause directement le Hezbollah saoudien, lié à l'Iran, de même que des éléments du régime de Téhéran, sans toutefois citer nommément ou engager des poursuites contre des responsables gouvernementaux iraniens.

DAVID TRIMBLE
Il reste chef

Le Parti unioniste d'Ulster (protestants modérés) a conservé comme chef hier David Trimble, contesté depuis le recul du parti aux élections britanniques. Le leader protestant promet de dissoudre le gouvernement (formé avec le Sinn Féin) s'il ne parvient pas bientôt à convaincre l'IRA de désarmer. Photo AP

FIDEL CASTRO
Un malaise sur scène

Le président cubain Fidel Castro photographié en situation de défaillance quelques secondes avant qu'il ne perde pied, lors d'un discours qu'il prononçait hier devant des dizaines de milliers de personnes à Cotorro, près de La Havane. Il a quitté la scène avec l'aide de proches puis est revenu quelques minutes plus tard. Photo AP

SLOBODAN MILOSEVIC
Plus près du TPI

L'ex-président yougoslave Slobodan Milosevic a appris hier que le gouvernement yougoslave vient d'adopter un décret permettant qu'il soit extradé vers un tribunal pénal international pour répondre à des accusations de crimes de guerre. En échange, l'Occident promet des milliards en aide à Belgrade. Photo AP

DICK CHENEY
De vieilles affaires

Le *Washington Post* a dit hier du vice-président américain Dick Cheney que deux filiales de la pétrolière Halliburton, de Dallas au Texas, a vendu pour 73 millions de dollars US d'équipement et de pièces de rechange à l'Irak alors que l'actuel bras droit du président Bush était PDG de l'entreprise. Photo d'archives REUTERS



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

LA PRESSE D'AILLEURS

The New York Times

The Washington Post

THE WALL STREET JOURNAL

The Observer

Le « succès » du voyage de M. Bush en Europe

La démarche pourrait en effet avoir gelé le processus de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre

Il était à peine descendu d'avion à Madrid pour son périple européen que le président des États-Unis, en conférence de presse, s'est fait poser en substance la question suivante : « Vous dites qu'on ne dispose pas encore de données scientifiques suffisantes pour que l'on donne suite au protocole de Kyoto ; comment expliquez-vous alors votre campagne en faveur d'un bouclier antimissile qui repose sur un bagage scientifique encore plus mince ? »

George W. Bush est resté pantois devant la question, ce qui amorçait plutôt mal le premier périple européen du nouveau président américain. Il n'empêche qu'au bilan, le président des États-Unis aura obtenu la note de passage, reconnaît en général la grande presse, de part et d'autre de l'Atlantique. Marchant sur des oeufs devant une Europe un brin triomphaliste en matière d'environnement et qui épiait le moindre faux pas du visiteur texan, M. Bush a maintenu devant ses interlocuteurs européens, tant sur la question climatique que le bouclier antimissile, ses positions de base, tout en le faisant sur un ton assez mesuré pour atténuer les tensions, que l'on pouvait tailler au couteau avant qu'il ne mette les pieds à Madrid. Chemin faisant, le président aura eu droit à un formidable coup de main de la grande presse anglo-saxonne dans le dossier de Kyoto, même si cette presse, en d'autres circonstances, se montre plutôt sceptique devant l'approche de l'administration Bush en matière d'environnement. Mais quand le président voyage, on ne le laisse pas tomber.

Europe verte ?

L'une des critiques les plus virulentes des positions européennes favorables au protocole de Tokyo est parue dans le *New York Times* de dimanche dernier, sous la plume de Gregg Easterbrook, éditeur de *The New Republic*. L'Europe, dit-il, n'a pas de leçons à donner aux Américains en matière d'environnement :

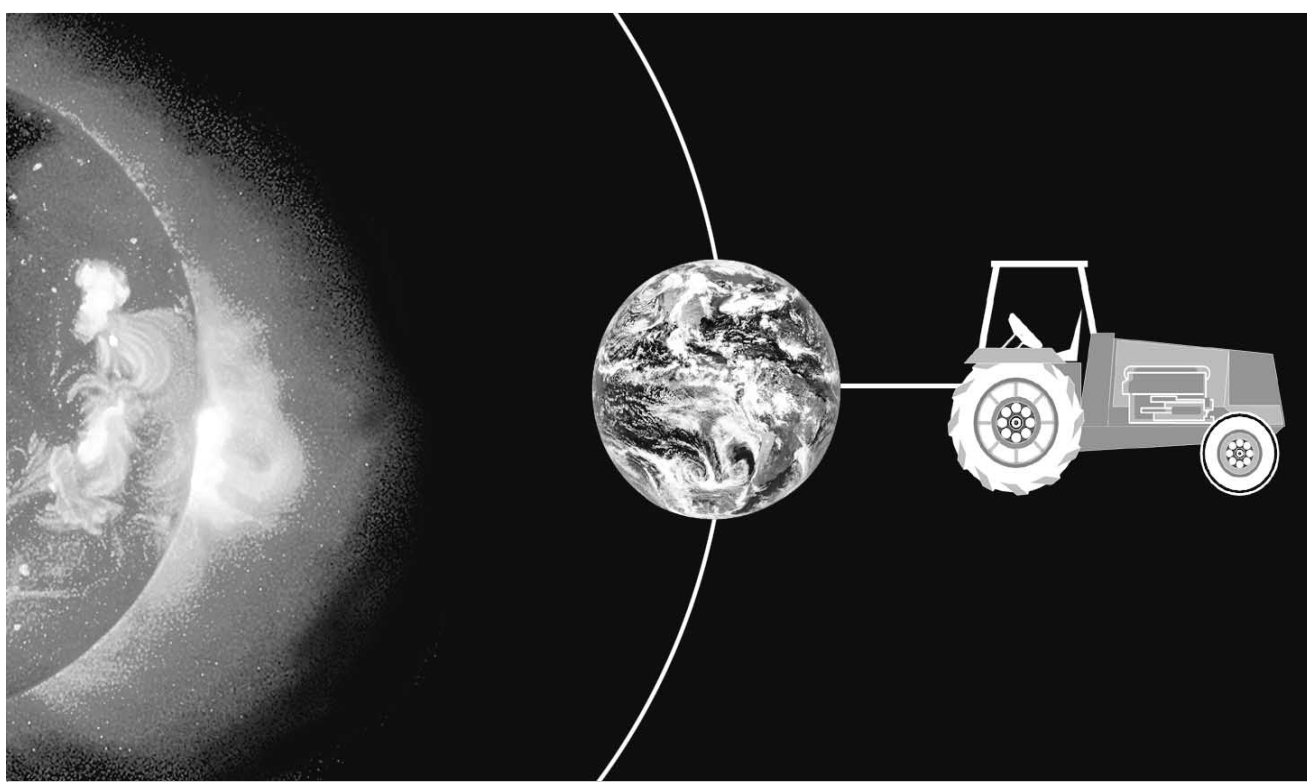
« Les normes américaines en la matière sont beaucoup plus sévères que les européennes.

« Paris souffre d'un smog plus élevé que Houston.

« La qualité de l'eau, celle des rivières en particulier, est meilleure aux États-Unis qu'en Europe.

« La réduction des pluies acides procède plus rapidement aux États-Unis qu'en Europe.

« Des pays européens comme la Grèce, le Portugal et l'Italie renvoient encore dans le décor, sans traitement, de forts volumes d'eaux



Photomontage JEAN-SÉBASTIEN MERCIER, La Presse

usées, ce qui ne se fait pratiquement plus aux États-Unis.

« L'Europe aura mis plus d'une décennie après les États-Unis avant d'interdire l'essence au plomb.

« Le parc forestier des États-Unis est plus étendu en proportion que ceux de la plupart des pays européens.

« On rencontre moins d'espèces menacées de disparition aux États-Unis qu'en Europe.

Tout ça fait dire à M. Easterbrook que la poussée de fièvre écologique qui a agité l'Europe à la veille du voyage de M. Bush obéit plus à des motivations politiques qu'environnementalistes. Nous sommes en présence, dit-il, d'une Europe qui, inconfortable dans ses problèmes de croissance — la petite Irlande ne vient-elle pas, par référendum, de bloquer l'expansion de l'Union européenne vers l'Est ? —, se délecte dans une cohésion circonstancielle à la faveur du NON américain au protocole de Tokyo, portant sur la réduction des gaz à effet de serre. Un phénomène de fièvre d'ego collectif européen donc aurait joué à la faveur de l'épisode Kyoto.

Problème hormonal ?

Un autre expert américain en affaires européennes, Jeffrey Geddin, va plus loin : « L'Union européenne a un problème hormonal : les Européens en viennent à croire que tout ce qui diminue la stature des États-Unis ne peut qu'être bénéfique à l'Europe. » Pareille atti-

tude, ajoute-t-il, pourrait conduire éventuellement l'Europe à s'allier à la Russie ou à la Chine dans certains dossiers ponctuels, histoire justement de contenir une influence américaine qui lui porte ombrage.

Le président Bush rentré chez lui, l'Europe persiste à en donnera suite, même si les États-Unis ne le font pas, au protocole de Kyoto. La décision laisse M. Easterbrook sceptique. Non seulement aucun parlement européen à ce jour n'a endossé le protocole de Kyoto, mais aucun pays, sauf le Danemark peut-être, n'a encore mis en place les préparatifs nécessaires, complexes, conduisant à la réduction réelle des gaz à effet de serre. L'Europe ne le fera pas, dit l'auteur. Kyoto échouera mais l'Europe sera heureuse d'en avoir mis la responsabilité sur le dos des États-Unis.

Dans le *Washington Post*, le chroniqueur Robert J. Samuelson prend le relais. M. Bush, dit-il, a raison quand il affirme que trois énormes pays en développement comme le Brésil, l'Inde et la Chine n'étant pas impliqués dans le processus de Kyoto, tout programme de cette nature ne peut avoir que des effets minimes sur les émissions de gaz à effet de serre, tout en créant une ponction substantielle sur la croissance économique américaine.

Pour l'instant, la poussière va retomber sur le dossier du protocole de Kyoto, pendant que les gaz à effet de serre, eux, continueront de monter. Il semble bien qu'il n'y ait

rien à attendre de l'actuelle Maison-Blanche dans ce dossier, constate le *New York Times*, en éditorial, même s'il serait normal que toute initiative en la matière vienne des grandes sociétés industrielles, et au premier chef, des États-Unis.

La science ? Bof !

Le président Bush se plaint d'un manque d'assises scientifiques pour justifier Kyoto, mais un reporter du *New York Times*, citant des spécialistes, constate que jamais, depuis les années qui ont précédé la première guerre mondiale, l'influence des scientifiques ne s'est révélée aussi faible dans l'entourage présidentiel.

Un anthropologue du MIT, Hugh Gusterson, rappelle qu'il est de tradition que tant les républicains que les démocrates puissent compter sur leurs bataillons de scientifiques à l'appui de leurs politiques, mais qu'au moment présent, les deux bataillons s'opposent aux positions prises par la Maison-Blanche tant dans le dossier du bouclier antimissile que dans celui de la lutte aux gaz à effet de serre.

Le budget 2002 proposé par l'administration Bush prévoit une réduction substantielle des crédits accordés à la plupart des agences fédérales impliquées dans la recherche scientifique. Le président Bush, après cinq mois de pouvoir, ne s'est pas encore adjoint de conseiller scientifique ou technologique.

Dans ce contexte, les initiatives

de lutte contre les gaz à effet de serre arriveront ici et là, plus ou moins par hasard, en pièces détachées. Bonne nouvelle de Chine par exemple : le pays accélérera son programme de réduction des gaz.

Un bon geste des Chinois

Le geste est d'autant plus remarquable que la Chine dispose, pour pas cher, d'énormes réserves de charbon, dont la combustion est un facteur fondamental dans la formation de gaz à effet de serre.

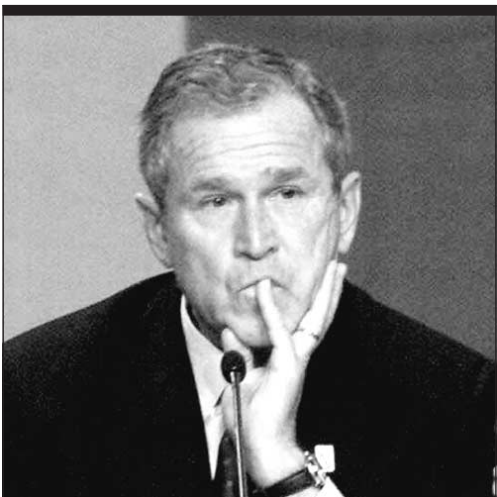
Les experts américains ont constaté que malgré une croissance rapide ces quatre dernières années, la Chine a réussi à diminuer déjà ses émissions de gaz : une baisse de 17 % depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. La Chine aurait fait plus que les États-Unis depuis 10 ans dans la réduction des gaz à effet de serre, indique une agence américaine de l'environnement.

Autre initiative en gestation aux États-Unis : cueillir les gaz à effet de serre à la sortie, puis les acheminer en sous-sol, terrestre ou marin, dans d'anciennes cavités pétrolières où ces gaz reposeront pendant des siècles et des siècles. Le *Wall Street Journal* se fait l'écho d'une expérience du genre. Chaque jour, 5000 tonnes de bioxyde de carbone provenant d'une centrale au gaz naturel, dans le Dakota-Nord, empruntent quelque 360 kilomètres de pipelines pour aboutir dans des champs pétroliers désaffectés de la Saskatchewan. Le ministère de l'Énergie des États-Unis juge qu'on devrait en arriver à entreposer ces émissions au prix de 2,75 \$ US la tonne. Les coûts actuels sont de 15 à 20 fois supérieurs et seul un effort de recherche sérieux permettrait une réduction importante des coûts. Mais voilà, l'aide fédérale à la recherche est en baisse !

Déménager la Terre ?

Et quoi faire encore pour freiner le réchauffement de la planète ? Pourquoi pas tout simplement élargir l'orbite de la Terre autour du Soleil ? En bref, éloigner un peu la Terre de son Soleil chéri, pour avoir moins chaud. Il suffirait pour ce faire de soumettre la Terre à l'attraction de quelques comètes contrôlées gravitant autour d'elle, disent sérieusement des chercheurs du Nasa Ames Research Center, cités par *The Observer*.

On en est là dans le merveilleux monde de la fiction politico-scientifique. Faute de solutions « crédibles » au problème des gaz à effet de serre, aux yeux d'un George W. Bush.



The New York Times

Désenchantement

LE SUCCÈS modeste du voyage de M. Bush en Europe mais surtout son espoir d'avoir remporté une grande victoire en réduisant les impôts sur dix ans n'ont rien fait pour améliorer son image auprès des électeurs. Au contraire, un sondage commandé par le *New York Times* et le réseau CBS, publié jeudi, révèle une baisse importante de la confiance faite au président. La crédibilité personnelle du chef de la Maison-Blanche est tombée à son niveau le plus bas depuis avril 2000, lorsque le candidat à l'investiture républicaine fut pris à partie par son adversaire le sénateur John McCain. En dépit de l'impact médiatique que procure un important voyage présidentiel en Europe, plus de la moitié des Américains disent douter de la capacité du président d'affronter une crise internationale et une majorité d'électeurs estiment que M. Bush ne jouit pas du respect des leaders du monde. Les électeurs reprochent aussi au président de ne pas être suffisamment attentif à des questions qui les touchent de près comme le droit des malades, l'éducation, l'énergie, l'environnement, le salaire minimum, l'accès aux médicaments et les nominations judiciaires. Les Américains approuvent encore à 53 % sa gestion, mais c'est une baisse de sept points depuis mars.



The Economist

Égarement

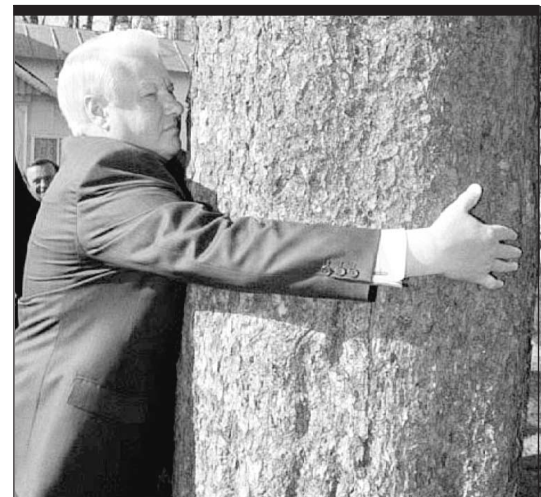
LES HISTOIRES de famille d'un président des États-Unis sont toujours très courues. Ce qui fait jaser cet été, c'est la détermination d'une des jumelles Bush, Jenna, 19 ans, de consommer de l'alcool, dans un pays où ce droit est réservé aux 21 ans et plus. L'affaire, devenue le « Margaritagate », fait bondir l'hebdo *The Economist*, qui se demande comment il se fait que l'âge de consommer n'est pas de 18 ans, comme c'est le cas à peu près partout ailleurs. Vous pouvez aux États-Unis, à 18 ans, vous marier, avorter, payer des impôts, jouer dans des films porno, aller vous battre pour le pays et même voter ; mais consommer une Margarita risque de vous conduire devant le juge. Le magazine décèle dans cette situation un excès de puritanisme, qu'il convient d'annuler avant qu'on en vienne à tout criminaliser dans la vie en société aux États-Unis. Si le droit de consommer de l'alcool à 21 ans plutôt qu'à 18 ans améliore la sécurité routière, qu'est-ce qui empêche de porter cet âge à 31 ans ? Ou à 51 ans ? se demande *The Economist*. Voir en est au point, dit-il, où l'on cultive une obsession pathologique en matière de sécurité et tout ça n'annonce rien de bon pour les libertés, valeurs dont les Américains se veulent pourtant les champions.



Los Angeles Times

Étalement

LES FABRICANTS de boissons gazeuses avaient entrepris de faire pénétrer leur pub directement dans les écoles : ils se voient maintenant menacés de voir leurs produits carrément interdits dans certains établissements. C'est que la soudaine prise de conscience américaine face aux dangers de l'obésité fait son chemin. En Californie, le Sénat vient d'approuver un projet de loi interdisant les boissons gazeuses à l'école. Le projet de loi prévoit aussi, dans l'alimentation scolaire des enfants, une forte réduction des matières grasses et des sucres ajoutés. La loi sera là, mais les autorités comptent davantage sur les initiatives locales pour en arriver à un programme efficace de lutte contre l'obésité des enfants. Avant même que la loi ne soit adoptée, une école de Sacramento avait déjà interdit la vente de boissons gazeuses, geste imité par des chefs de cuisine à Oakland et à Pasadena, mais les autorités sont plus timides à Los Angeles. Les matières grasses baissent, on craint que les élèves n'achètent plus la pizza traditionnelle. Pizza Hut, le fournisseur, a peur que les jeunes se détournent de la marque. À propos des boissons gazeuses, des écoles sont divisées : c'est que Coke finance des activités parascolaires.



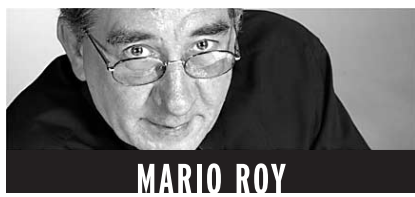
INDEPENDENT

Déraillement

ON A SURPRIS Boris Eltsine à embrasser un arbre. Ronald Reagan présentait des signes de déficience de mémoire dans les derniers mois de sa présidence. D'autres leaders historiques, d'Hitler à Staline, en passant par Pol Pot, ont souffert de déficiences intellectuelles en fin de règne. Or plusieurs patrons du monde ont accès à des pouvoirs considérables, comme celui de presser la gâchette nucléaire. Ce qui amène le docteur James Toole, président de la Fédération mondiale de neurologie, à proposer que les grands de ce monde soient régulièrement soumis à des tests de santé mentale. On pratique semblables tests sur les pilotes d'avion, confie le docteur Toole au quotidien *The Independent*, de Londres, et pourtant on s'abstient de le faire chez des gens responsables de la vie de millions de personnes. Le spécialiste rappelle que le président Kennedy prenait des médicaments pour corriger une grave déficience d'adrénaline susceptible d'affecter sa mémoire et son comportement. Avant lui, le président Woodrow Wilson a souffert d'une congestion cérébrale à la fin de la Première Guerre mondiale, ce qui l'a diminué au point de ne pas pouvoir maîtriser le dossier de la réhabilitation de l'Allemagne après la guerre. Les hésitations américaines alors auront finalement conduit l'Allemagne à se refaire et à préparer la Seconde Guerre.

FORUM

Un singe nu ... mais pressé!



MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

Il est un peu tard pour en parler, évidemment, mais il a fallu célébrer, cette semaine, la Journée de la lenteur. De sorte que tout a été décalé. L'agenda a été mis temporairement hors d'usage. Les tâches au programme ont une à une sauté ou deux jours de calendrier, en une sorte de paresseux effet domino. Et écrire est un processus horriblement long.

Bref, nous voilà occupés aujourd'hui à méditer sur les mérites de la lenteur.

Le moment n'est pas mal choisi, au fond. Au milieu d'une longue fin de semaine de trois jours. Peut-être même, pour plusieurs, au début des vacances. Pour tout le monde, en pleine célébration de la Fête nationale, l'occasion parfaite pour ne rien faire d'autre que regarder les gens et les choses meublant notre vie — activité contemplative induisant en général une certaine sérénité.

Décélérer la vie, donc, ne serait-ce qu'un jour, n'est pas une idée aussi farfelue qu'il y paraît.

Car le temps est certainement celle des quatre dimensions dont on abuse le plus en faisant semblant d'oublier qu'il est impossible à compresser ou à dilater. Pas davantage susceptible d'être stocké. Et mortellement compté. On croit avoir réglé le problème de l'accélération de nos vies en décrétant qu'on n'y peut rien, que la société nous force à aller de plus en plus vite, à concentrer un nombre toujours croissant d'activités dans des

plages de temps de moins en moins longues.

C'est vrai. Mais en partie seulement.

Ce qu'on appelle « société » est une abstraction. En tant que telle, elle n'existe pas. Ce qui existe, c'est un collège d'humains, une agglomération d'individus qui, chacun pour soi, prennent des décisions affectant le rythme de leur existence en fonction d'une foule de facteurs. Parmi ceux-ci, on trouve la quête éfrénée de stimuli, en particulier intellectuels, un appétit profondément inscrit dans nos gènes et dont on connaît la tyrannie depuis la publication du fameux *Singe nu*, du zoologiste Desmond Morris.

C'est pourquoi on voit l'humain vêtu s'équiper d'un ordinateur portable, d'un téléphone cellulaire, d'un téléavertisseur et d'un baladeur pour s'installer devant l'écran de la télé dans le but de converser, de boire, de manger et de lire en même temps!

La vérité est que, tout comme la vitesse peut tuer, personne ne résisterait non plus à trop de lenteur. De sorte que la solution serait bel et bien d'alterner l'une et l'autre, de changer de rythme, comme le suggère d'ailleurs sagement Tortue maligne (qui se nomme Clémence Boucher en mode rapide), porte-parole des Lents d'Amérique.

Parlant de tortues: récemment, on a dû installer en bordure de la rue Drummond, à Granby, des panneaux de signalisation proclamant: « Traverse de tortues », parce que les bêtes logeant d'un côté de la chaussée se rendent de l'autre afin de pondre leurs oeufs près d'un lac.

C'est absolument magnifique: une traverse de tortues!

Cela devrait suffire à ralentir, l'espace d'un instant, le plus *busy body* des singes nus...

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

Chrétien s'attire les foudres de la presse



MARIE-CLAUDE LORTIE
marie-claude.lortie@lapresse.ca

Les affaires touchant la noblesse du Royaume-Uni, les jeux de coulisses politico-burlesques de Buckingham Palace et autres histoires fleurant le plum pudding sur fond de cornemuse, ne passionnent jamais les lecteurs des journaux francophones autant que ceux des journaux anglophones.

Affinités culturelles et questions linguistiques y sont sûrement pour quelque chose.

On ne sera donc pas étonné d'apprendre que cette semaine, entre les histoires de visites de sites pornographiques chez les militaires et les leçons de journalisme que se sont servies le *Toronto Star* et le *National Post*, les journaux anglophones ont accordé beaucoup plus d'espace que leurs vis-à-vis francophones à la controverse entourant Jean Chrétien et ses critiques envoyées à Londres pour l'octroi à deux Canadiens du titre de chevalier.

L'affaire a commencé lundi quand on a appris que le premier ministre avait envoyé une missive formelle au 10 Downing Street, pour se plaindre du choix des Canadiens, en invoquant un ancien principe voulant que les membres de la démocratie canadienne n'aient pas à se prêter à cette tradition élitiste.

Partout, les journaux ont traité abondamment du sujet, relatant les propos du bureau du premier ministre à cet égard, tout autant que les réactions diverses des membres de l'opposition et autres autorités intéressées.

Rapidement, les chroniqueurs et éditorialistes ont suivi. Et partout, le message, bien que modulé à différents degrés fut le même: le premier ministre n'a pas eu raison de faire ce qu'il a fait.

Et partout, du *Hamilton Spectator* au *Calgary Sun*, en passant par le *London Free Press*, le *Toronto Star*, le *Globe and Mail*, le *Guelph Mercury*,



Conrad Black

etc., on a trouvé que les deux Canadiens visés malgré eux dans toute cette affaire, le vice-chancelier de l'Université Queen's de Belfast, George Bain, et l'équipementier de télécommunication Terry Matthews, avaient en réalité fait les frais d'une vieille querelle entre Jean Chrétien et le magnat de la presse Conrad Black.

Là encore, cette affaire survenue il y a deux ans avait été traitée beaucoup plus abondamment dans la presse anglophone que francophone.

En juin 1999, le premier ministre Chrétien a sorti pour la première fois du grenier la même ancienne résolution datant presque du début du siècle pour refuser à Conrad Black le droit d'obtenir un titre de noblesse britannique et d'entrer à la Chambre des lords.

Plusieurs commentateurs avaient alors avancé que le premier ministre avait agi ainsi dans le but précis d'embêter M. Black,



Jean Chrétien

propriétaire du *National Post*, le journal qui poursuit avec diligence l'affaire de l'Auberge Grand-Mère qui a éclaboussé la réputation de pureté éthique de M. Chrétien.

Cette semaine, commentateurs et éditorialistes sont revenus sur cette histoire et ont écrit que puisqu'il avait sorti la résolution du grenier pour enquiquiner M. Black, le premier ministre était maintenant obligé de l'utiliser pour les autres Canadiens visés par un ennoblement, d'où la dernière lettre fâchée à Tony Blair concernant MM. Bain et Matthews.

Le *Guelph Mercury*, trouve qu'on devrait profiter de l'occasion pour se demander si ce sont vraiment les gouvernements qui devraient veiller à distribuer ainsi les honneurs. « En réalité, c'est un anachronisme », a-t-on écrit.

Le *London Free Press* estime de son côté que le Parlement canadien devrait revoir la réso-

lution Nickel qui permet de bloquer les décisions britanniques sur les ennoblements.

Mais règle générale, les commentaires des chroniques et éditoriaux parus cette semaine visaient directement M. Chrétien.

« Il a l'air ridicule et méchant, et en s'en prenant à M. Blair, il gêne tout le Canada », a écrit le *Hamilton Spectator* en éditorial.

« Le premier ministre prouve qu'il est de petite envergure et que lui, ne mérite pas d'honneurs », a ajouté le *Calgary Sun*.

En éditorial, le *Globe and Mail*, qui n'est pas particulièrement friand de Conrad Black (mais qui avait quand même condamné le premier ministre dans sa première décision de bloquer l'accession du titre de lord du magnat de la presse) a de nouveau condamné M. Chrétien.

On a écrit que son objection à l'ennoblissement de Bain et Matthews était ridicule « et encore moins défendable que dans le cas de M. Black ».

« Les deux titres de chevaliers qui sont en question vont probablement quand même être accordés. Mais l'intervention courroucée de M. Chrétien a renforcé sa réputation d'être une personne brutale pour qui tout est politique. »

En outre, dans le *Globe* toujours, Margaret Wente, chroniqueur, s'est livrée à un exercice de style aussi critique qu'humoristique.

Pour mettre de l'avant son idée principale, qui est en gros que le premier ministre est tyrannique envivré par le pouvoir, M^{me} Wente a écrit un texte caricatural, celui que M. Chrétien aurait pu écrire (selon elle), pour défendre sa décision.

La chronique était intitulée: « Vive le Roi ! » Il est difficile de la traduire littéralement, mais en français, cela ressemblerait à peu près à ceci: « Il n'est pas gêné Tony Blair ! Il ose s'en prendre à moi. Mais je vous le dis, à ce moment-ici, il a choisi la mauvaise personne. Même chose que pour Conrad Black. Personne ne peut me manquer de respect et s'en tirer. Je croyais qu'il avait appris sa leçon avec l'histoire de Black, quand il voulait le nommer lord ou quelque chose comme cela. C'est moi qui décide qui va être honoré. Ok ? Pas lui, pas la Reine. C'est elle le chef d'État ? Pis après ? C'est moi le Boss. Et que personne ne l'oublie. »

Excusez-moi, Sir

Ce texte est la traduction d'un éditorial de *The Gazette*, paru le mardi 19 Juin.

Tous ceux qui croient que le mot « Sir » est étranger aux sensibilités canadiennes n'ont qu'à déplier un billet de 10 \$ et à jeter un coup d'oeil à celui qui y est représenté: John Alexander Macdonald, fils de commerçant, premier premier ministre du Canada et Chevalier Commandant de l'Ordre de Bath.

Mais on dirait que le successeur le plus récent de M. Macdonald, Jean Chrétien, n'est pas très porté

sur tout ce qui touche la cérémonie. Le week-end dernier, M. Chrétien a envoyé une note diplomatique au premier ministre britannique Tony Blair, où il explique en détail son mécontentement devant la décision de Londres de décorer Chevalier deux Canadiens: George Bain, qui dirige l'Université Queen's à Belfast, et Terry Matthews, un Canadien d'origine galloise devenu magnat des affaires.

Bien qu'il ne remette pas en

question la valeur des deux hommes et leur mérite d'être sur la Liste d'honneur de l'anniversaire de la Reine, M. Chrétien fait référence à la résolution de Nickle adoptée par le Canada en 1918, qui avait demandé à l'époque la fin de l'octroi de titres honorifiques étrangers aux Canadiens. On avait alors dit que cette pratique n'était « pas compatible avec les idéaux démocratiques tels qu'ils se sont développés au Canada ».

Le drapeau que le premier ministre brandit serait plus crédible si cette obscure résolution de Nickle n'avait pas été récemment sortie des boules à mites pour empêcher le propriétaire de journaux et criti-

que farouche du gouvernement, Conrad Black, d'obtenir un titre de noblesse britannique.

Après une bataille judiciaire acrimonieuse et vaine, M. Black a annoncé qu'il renoncera à la citoyenneté canadienne pour pouvoir entrer à la Chambre des Lords. Le premier ministre est donc maintenant obligé, quoi qu'il en soit, de s'assurer qu'aucun autre Canadien détenteur d'un passeport britannique ne soit honoré à l'Abbaye de Westminster.

Mais, cette querelle mise à part, le devoir du premier ministre de faire respecter les principes égaux semble étrangement biaisés contre la Grande-Bretagne. Quand

des Canadiens comme Ben Weider sont nommés, parce qu'ils le méritent, Chevalier de la Légion d'Honneur française, personne à Ottawa ne s'inquiète de la stratification de la société canadienne.

MM. Bain et Matthews ne se feront probablement jamais appeler « Sir » dans le sens chevaleresque du terme, mais ils devraient recevoir un appel du premier ministre, et bientôt. Et ce qu'ils devraient entendre, ce sont des excuses parce qu'ils ont été les dommages collatéraux d'une querelle avec laquelle ils n'ont rien à voir.

Ce serait bien le moindre des choses, et ça, au moins, ce serait chevaleresque.

Mon « chum » ou mon époux ?

MARIE CANTIN

L'auteur est diplômée en médecine et mère de sept enfants.

« Bonjour, je te présente mon heuuuu... mon chum ». J'ai hésité ! Je pensais mon époux, mais je n'ai pas osé... Qu'est-ce qu'ils vont penser ?

Aussi incroyable que cela puisse paraître, pour plusieurs, il est devenu gênant de parler de son épouse ou de son époux, de son fiancé ou de sa fiancée. Pourquoi ? Sans doute parce qu'on se laisse prendre par une certaine « culture de l'union libre » au sein de laquelle, pour plusieurs, cette expression ne sied pas ou ne sied plus.

On se sécurise alors avec ce qui dérange le moins, donnant l'impression d'une soi-disant délicatesse et d'un faux respect de la situation de tous et chacun... On parle ainsi allègrement de mon chum ou ma blonde, mon conjoint ou ma conjointe, faisant fi de l'engagement. Qu'est-ce qu'il y a de mal à ça me demanderez-vous ?

Rien de mal en soi mais voilà bien un symptôme inquiétant. Une société où on en arrive à être gêné, par exemple, d'être marié (surtout à l'église) et d'être fidèle, d'être « toujours » avec la même personne après dix, quinze ou même vingt ans ça pose questions.

Ça pose questions quand je pense à la dénatalité au Québec, quand je pense à nos 1,3 enfant par couple qui ne permettent même pas à notre société d'espérer survivre à moyen terme, quand je pense à nos 50 % de divorce...

Je m'éloigne de mon sujet pensez-vous ? Peut-être pas tant que ça, pensez-y encore... L'amour et la fidélité des époux n'est pas seulement le ciment de la famille mais celui de toute la société. Ainsi, cet amour et cette fidélité ne devraient pas être une source de malaise mais de fierté !

Sans OGM ou rien

GEORGE KRUMP

L'auteur habite à Saint-Laurent.

Les compagnies Loblaw limitée,

Je tiens à vous faire savoir que je déplore très fortement l'attitude de Loblaw-Provigo dans le dossier de l'étiquetage des produits certifiés « sans OGM ». Je suis également très déçu de constater l'intimidation dont vous avez fait preuve vis-à-vis plusieurs de vos fournisseurs qui avaient pourtant à cœur la santé et le respect du libre-choix des consommateurs tout en cherchant à se démarquer de la concurrence avec des produits axés sur la qualité. Je constate que vous avez très lâchement baissé les bras face à vos fournisseurs majeurs qui craignaient de mal soutenir la comparaison.

J'ai cru un temps que vous représentiez un vent de fraîcheur dans le commerce de l'alimentation au pays et nous avons opté avec plaisir pour votre magasin de Saint-Laurent même s'il était un peu plus loin de notre domicile familial. Malheureusement, je vous avise que les membres de ma famille et moi-même ne remettons plus les pieds dans un de vos magasins tant que vous soutiendrez cette politique d'étiquetage qui illustre votre mépris de notre droit de savoir ce que l'on mange. De plus, je me ferai un devoir de faire connaître au plus grand nombre de gens possible vos pratiques éthiques et commerciales malsaines.

Finalement, je communiquerai avec mon courtier afin de me départir de tout produit de fonds mutuels qui engloberait des options ou des actions de Loblaw, tout en lui faisant spécifiquement connaître les motifs de mon désistement.

Les employés d'abord, les clients ensuite

GINETTE SMITH

L'auteur est une résidente de Granby.

Je téléphone au parc Orford, le samedi 28 mai 2001, pour réserver un terrain de camping du 3 au 8 juillet 2001. Je pense que je suis assez d'avance. On me répond que je dois réserver du dimanche au vendredi ou du vendredi au dimanche. C'est leur politique et la jeune fille me dit assez bêtement qu'elle ne peut rien faire et que c'est comme ça. Elle ne peut que m'offrir un terrain avec électricité seulement. J'envoie une plainte par Internet au SE-PAQ pour me faire répondre que ça favorise beaucoup l'horaire de travail des employés de cette façon. Ils savent qui doit quitter telle journée et qui doit arriver telle journée. Si moi je peux arriver un mardi et quitter un dimanche, est-ce que l'on peut me dire pourquoi je ne pourrais pas le faire ? La dame me répond que c'est la politique pour cette année et qu'elle ne peut pas la changer en cours de route. Qui la changera ? Ça se fera quand ? Pour cette année je n'irai pas et je lui ai dit pourquoi. J'ai même ajouté qu'ils sont très chanceux que le parc soit très beau et que les gens y vont quand même. Si l'achalandage était moindre ou si les gens se plainaient plus, est-ce que l'on peut penser que la politique pourrait changer ? Pensez-y bien et faites-le ?

À VOTRE TOUR

Les « abus de fonction » du pouvoir politique

LA LETTRE DE LA SEMAINE

ANTOINE NORMAND

L'auteur est un résident d'Aylmer.

« L'abus de pouvoir » ou la « démesure » en politique se manifeste lorsque ceux qui nous gouvernent perdent contact avec la réalité quotidienne du monde ordinaire. Il s'ensuit que des dépenses, que peu de gens n'oseraient ni ne pourraient se permettre avec leur propre argent, deviennent ordinaires et normales avec l'argent des contribuables.

Les « jeux de l'amour et du hasard » du président Clinton, au détriment d'une jeune stagiaire de la Maison-Blanche, auront coûté des millions de dollars aux contribuables américains pour payer tous les frais des commissions d'enquête.

Ici, au Canada, la poursuite en diffamation contre un ex-ministre du cabinet de Ralph Klein aura coûté 800 000 \$ aux contribuables de l'Alberta, alors qu'un règlement à l'amiable avait été offert à cet ancien ministre pour 50 000 \$.

Par ailleurs, le président de notre Société des alcools du Québec, pour sa part, reçoit une allocation de 65 000 \$ pour l'achat d'une automobile de fonction. Une bagatelle, diront les gens riches et certains de nos élus.

C'est un montant qui est tout de même supérieur au revenu moyen des familles québécoises qui, sur une telle somme, doivent donner 30 % et plus à l'État en impôts, autres taxes et contributions afin de payer pour de tels « avantages de fonction ». On le récompense, dit-on, car il a augmenté les profits (comme si c'était devenu normal pour l'État de profiter des consommateurs) depuis qu'il est en charge de notre Société d'État d'ébriété.

Ce n'est pas compliqué de faire des profits lorsqu'on n'a pas de concurrence et qu'on vend les produits de 15 % à 20 % plus cher que dans la province voisine. Les campagnes publicitaires de la Société des alcools ne mentionnent pas que 50 % des accidents d'automobiles causant la mort, sur les routes du Québec, sont dus à des conducteurs avec facultés affaiblies par l'alcool. On ne men-

tionne pas non plus que les risques de dépendance, de cirrhose et de décès, croissent avec l'usage.

On se souviendra aussi que l'installation d'une toilette dite « silencieuse » dans un bureau de ministre avait coûté la rondelette somme de 70 000 \$ pour satisfaire le caprice d'un membre du cabinet d'aisance du gouvernement du Québec. Il faudra voir ce que nous coûtera l'« appartement de fonction » qu'on est à aménager pour le premier ministre du Québec au sommet de l'édifice Price.

Après un certain nombre d'années au pouvoir, ceux qui nous gouvernent, semblent perdre contact avec la difficile réalité des contribuables. Heureusement que leur mandat nécessite qu'ils reviennent devant l'électorat après quatre ans. Mais lorsqu'ils sont reportés au pouvoir pour un deuxième, parfois même un troisième mandat, il est certain qu'ils commettront des « abus de fonction »... dont nous parlent régulièrement les rapports annuels du Vérificateur général.



Antoine Normand

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Normand recevra un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume Les meilleures photos des photographes de La Presse et The Gazette.



Depuis la fusion Canadien et Air Canada, cette dernière se retrouve en situation de quasi-monopole au pays.

Air Canada ou Aeroflot ?

PATRICK LAJEUNESSE

L'auteur habite Edmonton, en Alberta.

Depuis quelque temps, les conséquences de la fusion entre les compagnies aériennes Canadien et Air Canada, dont la plus lamentable est à ce jour d'avoir permis à Air Canada de détenir un quasi-monopole au Canada, viennent de plus en plus bouleverser les habitudes de transport. Il est juste d'affirmer qu'un des principes sous-tendant l'existence même d'un pays réside dans le fait que ses résidents puissent travailler et circuler librement à l'intérieur d'un espace géographique et politique donné. En désirant et en acceptant de devenir le seul et unique transporteur aérien majeur du deuxième plus grand pays au monde, Air Canada avait une responsabilité à l'égard des citoyens du Canada, soit de maintenir et d'assurer leur mobilité à l'intérieur du territoire canadien.

Ainsi, comment peut-on qualifier le comportement d'Air Canada lorsqu'elle impose une hausse démesurée des prix qui ne peut à elle seule être justifiée par la hausse récente des prix du carburant et qui, en rendant le transport aérien financièrement inaccessible, empêche la plupart des Canadiens de se déplacer à l'intérieur de leur pays ? Et comment le gouvernement peut-il tolérer une telle situation qui brime un des besoins fondamentaux des Canadiens ?

Depuis quelques semaines, le prix des billets pour des vols intérieurs au Canada a en effet connu une augmentation excessive diffi-

cilement justifiable. Par exemple, il en coûte maintenant 800 \$ pour un vol aller-retour Edmonton-Montréal (4,5 heures de vol), alors que ce même vol coûtait 475 \$ en décembre dernier, et 2300 \$ pour un aller-retour Edmonton-Resolute (Nunavut) (4 heures de vol), lequel coûtait 1300 \$ l'été dernier, ce qui est exactement le même prix pour un aller-retour en Nouvelle-Zélande (et probablement sur les ailes d'Air Canada). Il y a des dizaines d'autres exemples de villes canadiennes où des citoyens se sentent lésés dans leurs droits et pouvoir de libre circulation à cause d'une hausse exagérée des prix. Il y a aussi des dizaines de villes canadiennes (Edmonton, Winnipeg, Thunder Bay, St-Jean-Terre-Neuve, etc.) où il est souvent une fois et demi et même deux fois plus cher de s'y rendre ou d'en sortir que d'aller à Londres, Paris ou Berlin à partir de Montréal ou Toronto avec Air Canada.

De plus, il ne faut absolument pas omettre de mentionner qu'en détenant le quasi-monopole sur l'aviation commerciale au pays, Air Canada exerce une mainmise sur le seul et unique moyen de transport pouvant permettre à un citoyen canadien de voyager à l'intérieur de son pays dans un délai raisonnable. La situation actuelle fait en sorte qu'il est, par exemple, très difficile financièrement pour une famille canadienne de rendre visite à des proches habitant à l'autre bout du pays. Pourtant, cette pratique du transport domestique est courante et abordable chez nos voisins américains, ceci étant dû à une forte compétition entre les compagnies aériennes

et, il faut l'avouer, à une plus importante densité des usagers.

Il y a déjà eu, dans un immense pays non soumis aux règles du libre-marché, une compagnie aérienne en état de monopole qui offrait des services de très mauvaise qualité sans jamais se soucier du client. Ceux ayant déjà voyagé sur les ailes de cette compagnie auront sans aucun doute plusieurs péripéties à vous raconter à ce sujet. Ce parallèle est certes tiré par les cheveux, mais le service qu'offre Air Canada pourrait peut-être de plus en plus ressembler, dans un avenir pas si lointain, à celui qu'offrait la ligne aérienne soviétique Aeroflot. Évidemment, une telle situation ne pourrait se produire dans un pays comme le nôtre où la liberté d'expression des citoyens leur permet de s'insurger contre cette entrave à leur droit et liberté de choisir.

Il est maintenant temps que le gouvernement du Canada ouvre ses frontières aux lignes aériennes américaines afin qu'un système de libre marché viennent rétablir le juste équilibre dans le transport aérien intérieur au Canada et que le pouvoir de choisir revienne entre les mains du consommateur. Les Canadiens pourraient profiter de la forte compétition existant entre ces compagnies et de l'intégration des principales villes canadiennes au réseau de transport aérien américain, desquelles s'ensuivraient une diminution certaine des coûts du transport et une augmentation de la qualité du service. Après tout, il est peut-être temps que les citoyens partagent eux aussi les avantages palpables de l'ouverture des frontières et des marchés.

À quand la télévision réalité au Québec ?

PHILIP BEAUCHAMP

L'auteur habite à Bellefeuille.

Depuis un certain temps, nous avons pu remarquer une croissance importante des émissions de style *Big Brother*, ou encore de *Survivor*, très populaire au sein de la population américaine. Ce voyeurisme sur la vie d'autrui ne serait-elle pas la télévision de demain ?

Pour les gens qui ne connaissent pas le principe, il est fort simple. Le but est d'enfermer 12 individus dans une maison isolée de tout contact humain, mais pas des yeux des téléspectateurs. Cette maison est infestée de caméras qui suivent les moindres mouvements des concurrents, 24 heures sur 24. Même aller prendre une douche devient un feuilleton. Après quelques jours, le concurrent s'étant le moins illustré

est éliminé par le public. Tout ça pour la possibilité de gagner la modeste somme d'un million de dollars.

Bien que caché, nous possédons tous un petit côté qui nous pousse à vouloir savoir si la vie des autres est plus intéressante que la nôtre. Épier, surveiller, regarder à travers les rideaux et commérer font partie de la vie de bien des gens.

Ces émissions jouissent d'importantes cotes d'écoute. Aux États-Unis, un peu plus de 36 millions de téléspectateurs ont regardé la dernière émission de *Survivor*. C'est quand même important, du point de vue de popularité. D'ailleurs, nos cousins français font de même avec *Loft Story*.

Alors, pourquoi pas, ici au Québec. Ça attire les foules, divertit les curieux et jouit d'une popularité inattendue. Si certaines personnes souffrent de voyeurisme, il y en a autant qui désirent se montrer en public.

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Jean-Dominic Lévesque-René

Ce jeune homme de L'Île-Bizard s'est consacré à la lutte contre la pollution chimique agricole et pour la protection de l'environnement.

JEAN-PAUL SOULIÉ

Le 5 juin 2001, Jean-Dominic Lévesque-René, qui va avoir dix-huit ans dans deux mois, a reçu à Turin, en Italie, le prix Global 500, catégorie «Jeunes», attribué chaque année par le Programme des Nations unies pour l'environnement. Jean-Do est revenu chez lui, à L'Île-Bizard, avec une superbe casquette noire et argent de la Juventus, l'équipe de soccer de Turin, et un impressionnant diplôme, rédigé dans les cinq ou six principales langues des Nations unies. Le parchemin reconnaît son rôle important dans la conservation et l'amélioration de l'environnement, en particulier dans la lutte contre les pesticides et herbicides chimiques contenant du 2-4-D, un produit reconnu comme hautement cancérigène.

À onze ans, Jean-Do sortait vainqueur d'une chimiothérapie contre un cancer, le lymphome malin non hodgkinien. Depuis le premier diagnostic de son mal, le 11 février 1994, il en a constamment cherché les causes et s'est consacré à la lutte contre la pollution chimique agricole et pour la protection et la salubrité de l'environnement. *La Presse* souligne la reconnaissance planétaire de la croisade de Jean-Dominic Lévesque-René contre les polluants chimiques et le nomme la **Personnalité de la semaine**.

Le prix Global 500 n'est pas le premier honneur que Jean-Do a reçu pour sa campagne écologique. En 1995, il avait 12 ans quand il a reçu le prix Terry-Fox, de la station ontarienne YTV. La même année, il est nommé membre de l'Ordre des Jeunes Canadiens. En 1996, Environnement Canada lui remet son prix environnement-santé. En 1998, le gouvernement du Québec crée le prix Phénix de l'environnement. Jean-Do en est le premier lauréat dans la catégorie jeunesse.

À douze ans, alors qu'il vient tout juste de vaincre le cancer, il travaille comme camelot de *La Presse* dans sa municipalité de L'Île-Bizard. Cette année-là, il est présenté au prince Charles, à Rideau Hall. L'année suivante, le gouverneur général Roméo Leblanc le présente à la reine Élisabeth II. Mais il est aussi de toutes les manifestations d'écologistes, il pose des questions aux maires sur l'épandage de produits toxiques dans les parcs. Pierre Bourque et d'autres élus doivent reconnaître les erreurs de leurs municipalités. «Depuis l'an dernier, on ne répand plus de produits toxiques à L'Île-Bizard comme quand j'avais deux ans, explique Jean-Dominic. Au premier épandage sur notre pelouse, j'avais des maux de tête, mal à l'estomac, et le pire, je saignais souvent du nez. À la seconde application d'herbicide, ça a recommencé.» Il se souvient parfaitement du jour où les médecins de l'hôpital Sainte-Justine lui ont annoncé qu'il avait un cancer: «C'était le 11 février 1994. Ils m'avaient fait des biopsies sur les ganglions. Le médecin m'a dit: on va te guérir. Et le lendemain, j'avais ma première séance de chimiothérapie.» Avec 33 autres enfants en Amérique du Nord, il fait partie d'un protocole de recherche. Le traitement dure 51 semaines. «J'ai été le seul à m'en sortir, dit Jean-Dominic.»

Cinquante et une semaines de traitement, c'est une année scolaire, mais ce sont aussi des problèmes de mémoire à court terme. «L'écriture, le papier, sont devenus ma seconde mémoire. J'ai rattrapé tout en deux ans. Pendant ma maladie, j'avais beaucoup lu. Pas des romans d'amour, il n'y a pas d'action. J'ai lu des livres sur les deux guerres mondiales, et de la science fiction. Je visualisais des tactiques de combat, pour attaquer ma maladie. Je combattais les mauvaises cellules avec un sous-marin d'attaque à



«Un enfant sur 200 à L'Île-Bizard a un cancer. Il y en a un sur 400 au Québec et un sur 5 900 au Canada. Mais jusqu'en 1995, le Bureau de santé publique ne voulait pas faire ce genre d'études.»

porté fruit. «En plus, à Sainte-Justine, j'avais fait afficher une carte du Québec. Et chaque jeune cancéreux devait piquer son épingle sur son village, sa ville. On s'est aperçu que le plus grand nombre venait de la banlieue et des campagnes.» À dix et onze ans, Jean-Dominic fait des statistiques. «Un enfant sur 200 à L'Île-Bizard a un cancer. Il y en a un sur 400 au Québec et un sur 5 900 au Canada. Mais jusqu'en 1995, le Bureau de santé publique ne voulait pas faire ce genre d'études.»

Jean-Do va terminer son secondaire. Toujours à L'Île-Bizard, entre

papa, un ancien fourreur recyclé comme technicien en aérospatiale, maman qui est accompagnatrice d'enfants à problèmes à l'école primaire de Hampstead, et Julie, la petite soeur de quinze ans qui est artiste peintre en devenir. Jean-Do veut être ingénieur en aérospatiale. «Je veux travailler à faire changer le carburant des avions. C'est la deuxième source de pollution sur la planète, après les pesticides.» Il a du pain sur la planche, et, dans l'immédiat, un travail de plongeur dans un restaurant près de chez lui.



Photos MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©



L'Été... c'est péché!

avec Francine Ruel

du lundi au vendredi de 9h à 10h30

À LA TÉLÉVISION

Retrouvez
La personnalité de la semaine

La Presse/Radio-Canada
demain matin



C'est bien meilleur le matin

avec Franco Nuovo

du lundi au vendredi de 5h15 à 9h

À LA RADIO

